

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2019

Performance de la Banque HSBC pour le troisième trimestre de 2019

Trimestre clos le 30 septembre 2019

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
534 M\$	▼ 9,2 %	206 M\$	▼ 24,0 %	141 M\$	▼ 25,4 %
(588 M\$ en 2018)		(271 M\$ en 2018)		(189 M\$ en 2018)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2019

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
1 624 M\$	▼ 4,4 %	603 M\$	▼ 21,6 %	411 M\$	▼ 22,9 %
(1 699 M\$ en 2018)		(769 M\$ en 2018)		(533 M\$ en 2018)	

Au 30 septembre 2019

Total de l'actif		Ratio des capitaux propres de catégorie ¹	
111,6 G\$	▲ 8,0 %	11,2 %	▼ 10 pb
(103,4 G\$ au 31 décembre 2018)		(11,3 % au 31 décembre 2018)	

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La Banque HSBC Canada a affiché un résultat d'exploitation de 534 M\$ pour le trimestre et de 1,6 G\$ pour la période de neuf mois, ce qui signale des baisses respectives de 54 M\$, ou 9,2 %, et de 75 M\$, ou 4,4 %. La mise sur pied du groupe ServCo² aux fins de la gestion des services partagés a entraîné un repli des autres produits d'exploitation présentés de 20 M\$ pour le trimestre et de 50 M\$ pour la période de neuf mois ainsi qu'une réduction connexe des charges d'exploitation.

Pour le trimestre et pour la période de neuf mois, les produits d'intérêts nets ont diminué à cause des activités de gestion du bilan, du recul du résultat d'exploitation qu'ont causé la baisse des commissions de prise ferme et les résultats défavorables des activités de négociation et de vente de l'unité marchés du secteur des services bancaires internationaux et marchés et de la contraction des profits réalisés à la cession de placements financiers. Cette diminution a été compensée en partie par les augmentations du résultat d'exploitation des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine de 32 M\$, ou 4,5 %, et de 15 M\$, ou 2,7 %, respectivement, pour la période de neuf mois. Ces résultats s'expliquent par des produits d'intérêts nets plus élevés en raison de la progression des soldes des prêts et du total du solde de la relation globale avec les clients³. Pour le trimestre, le résultat d'exploitation du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine s'est légèrement comprimé, à savoir de 3 M\$, ou 1,6 %, alors que celui du secteur des services aux entreprises a poursuivi sa hausse, augmentant ainsi de 8 M\$, ou 3,3 %.

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre et la période de neuf mois a consisté en une charge à l'état du résultat net, comparativement à une reprise pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge inscrite en 2019 reflète surtout l'incidence de perspectives économiques plus défavorables et les pertes de valeur liées aux prêts non productifs, ce qui a été compensé en partie par une reprise sur provisions au premier trimestre pour certains clients du secteur des services énergétiques. Quant à celle constatée en 2018, elle se rapportait surtout à des comptes de ce même secteur ainsi que de ceux de la fabrication et de l'immobilier.

Le total des charges d'exploitation s'est allégé de 13 M\$, ou 4 %, pour le trimestre, mais est demeuré inchangé pour la période de neuf mois. La baisse a résulté d'une réduction des charges par suite de la mise sur pied du groupe ServCo², ce qui a été contrebalancé par la poursuite d'investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité, de simplifier nos processus et d'offrir les services numériques que nos clients demandent.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a fléchi de 65 M\$, ou 24 %, pour le trimestre et de 166 M\$, ou 22 %, pour la période de neuf mois. Ce fléchissement est surtout imputable à la variation des pertes de crédit attendues, au recul du résultat d'exploitation du secteur des services bancaires internationaux et marchés et à la poursuite des investissements dans notre croissance, facteurs qui ont été en partie compensés par l'amélioration continue du résultat d'exploitation des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine pour la période de neuf mois et du secteur des services aux entreprises pour le trimestre.

En bref

En guise de commentaire sur les résultats, Sandra Stuart, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Malgré des conditions de marché qui ont posé leur lot de défis et un contexte de recul des taux d'intérêt, nous avons encore élargi les soldes des prêts ainsi que le total du solde de la relation globale avec les clients des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Nous avons inscrit une charge liée aux pertes de crédit attendues comparativement à une reprise au cours de l'exercice précédent. Quant aux résultats du secteur des services bancaires internationaux et marchés, ils sont demeurés faibles, ce qui rend compte de la conjoncture de marché. Nous continuons d'investir dans nos capacités technologiques, d'élargir le territoire que couvrent nos succursales et d'assurer que nos secteurs d'activité proposent tous des produits et services concurrentiels.

« En rendant les services bancaires plus pratiques, nous aidons aussi nos clients à s'adapter dans un contexte commercial mondial en évolution, ce qui leur permet de tirer parti de notre réseau mondial au fur et à mesure qu'ils s'ajustent aux chaînes d'approvisionnement et nouent de nouvelles relations d'affaires. »

- ¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.
- ² Le groupe ServCo a été mis sur pied le 1^{er} janvier 2019, tel qu'il est précisé sous la rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du rapport de gestion ainsi qu'à la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.
- ³ Le total du solde de la relation globale avec les clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Principaux prix et distinctions

Un des 100 meilleurs employeurs en Colombie-Britannique
Palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada, Mediacorp Canada Inc. (2019)

Lauréat du titre Équipe canadienne RH de l'année (finances ou assurances)
Canadian HR Rewards (septembre 2019)

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficie du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

En bref

Trimestre clos le 30 septembre 2019

Total du résultat d'exploitation

250 M\$	▲ 3,3 %	75 M\$	▼ 19,4 %	190 M\$	▼ 1,6 %
(242 M\$ en 2018)		(93 M\$ en 2018)		(193 M\$ en 2018)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

141 M\$	► 0,0 %	31 M\$	▼ 42,6 %	15 M\$	▼ 61,5 %
(141 M\$ en 2018)		(54 M\$ en 2018)		(39 M\$ en 2018)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2019

Total du résultat d'exploitation

739 M\$	▲ 4,5 %	234 M\$	▼ 8,9 %	567 M\$	▲ 2,7 %
(707 M\$ en 2018)		(257 M\$ en 2018)		(552 M\$ en 2018)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

414 M\$	▼ 7,6 %	101 M\$	▼ 27,9 %	33 M\$	▼ 45,9 %
(448 M\$ en 2018)		(140 M\$ en 2018)		(61 M\$ en 2018)	

Au 30 septembre 2019

Actifs des clients²

29,4 G\$	▲ 8,1 %	5,6 G\$	▼ 1,5 %	29,1 G\$	▲ 3,5 %
(27,2 G\$ au 31 décembre 2018)		(5,7 G\$ au 31 décembre 2018)		(28,1 G\$ au 31 décembre 2018)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 15 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation – 19 M\$ pour le trimestre et 84 M\$ pour la période de neuf mois (60 M\$ pour le trimestre et 183 M\$ pour la période de neuf mois en 2018), bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat – 19 M\$ pour le trimestre et 55 M\$ pour la période de neuf mois (37 M\$ pour le trimestre et 120 M\$ pour la période de neuf mois en 2018) et actifs des clients – néant (néant en 2018).

² Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	4
États financiers consolidés	38
Notes annexes	43
Renseignements à l'intention des actionnaires	54

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	4
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	4
À propos de la HSBC	5
Mise en place du groupe ServCo	5
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	5
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	11
Secteurs d'activité mondiaux	12
Sommaire de la performance trimestrielle	16
Survol et perspectives économiques	17
Faits nouveaux en matière de réglementation	18
Questions comptables	19
Arrangements hors bilan	19
Instruments financiers	19
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	19
Transactions avec des parties liées	20
Risques	20
Capital	35
Actions en circulation et dividendes	36

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du Rapport et états financiers annuels 2018. Ce rapport de gestion est daté du 25 octobre 2019, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2018 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du Rapport et états financiers annuels 2018 de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, les risques opérationnels (dont ceux liés à la conformité à la réglementation, à la criminalité financière et à la sécurité ainsi que le risque fiduciaire), le risque réputationnel et les risques liés à la caisse de retraite et à la pérennité. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de nos notations de crédit, les risques relevant de nos activités et des infrastructures, ainsi que d'autres risques comme les risques matériels liés aux changements climatiques, aux changements de normes comptables, de taux d'imposition et de lois et règlements fiscaux et à notre capacité à recruter, à perfectionner et à retenir du personnel clé. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste de facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est

valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, et ceux de la Chine.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère du Groupe HSBC, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 65 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 728 G\$ US au 30 septembre 2019, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

Mise en place du groupe ServCo

Le Groupe HSBC a récemment apporté des changements à sa structure organisationnelle afin de réduire ou d'abolir certaines interdépendances critiques. Plus particulièrement, pour éliminer les dépendances sur le plan opérationnel (soit lorsqu'une filiale bancaire fournit des services essentiels à une autre), le Groupe est en voie de transférer certains services partagés de grande importance, tels ceux liés à la technologie de l'information, des filiales bancaires à un groupe de sociétés de services dûment constitué (le « groupe ServCo »), qui est une filiale de HSBC Holdings plc.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, 608 employés et les charges générales et administratives liées à ces services partagés au Canada avaient été mutés ou transférées de la Banque HSBC Canada au groupe ServCo. Ces mutations n'ont entraîné aucun changement dans les conditions d'emploi ou dans les prestations de retraite du personnel visé. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la

banque constate une charge au titre des services que lui fournit le groupe ServCo.

La mutation d'employés et le transfert de systèmes et d'autres actifs de soutien n'ont pas eu d'incidence nette majeure sur la performance ou les activités de la banque. Cette mutation et ce transfert ont donné lieu à une baisse du total du résultat d'exploitation de 20 M\$ pour le trimestre et de 50 M\$ pour la période de neuf mois ainsi qu'à une réduction connexe du total des charges d'exploitation de 16 M\$ pour le trimestre et de 43 M\$ pour la période de neuf mois. Dans le passé, les produits et charges associés à ces services partagés étaient pris en compte dans le centre général et, dans une moindre mesure, dans le secteur des services aux entreprises.

La note 15 renferme plus de renseignements à ce sujet.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation/effet ciseau** s'entend de l'écart entre le taux de variation des produits et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Rapport de gestion

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- ¹ *La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- ² *La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		534	588	1 624	1 699
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		206	271	603	769
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		141	189	411	533
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(17)	7	(45)	46
Charges d'exploitation		(311)	(324)	(976)	(976)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,28	0,38	0,82	1,07
Mesures financières (%)					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	11,2	16,5	11,2	15,2
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	1,9	2,7	2,0	2,5
Ratio d'efficience		58,2	55,1	60,1	57,4
Levier d'exploitation/effet ciseau		(5,2)	12,3	(4,4)	9,0
Marge d'intérêts nette	3	1,32	1,53	1,40	1,54
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	4	0,11	s. o.	0,10	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	4	0,09	s. o.	0,07	s. o.
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		29,0	36,9	29,0	36,9
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,06	0,10	0,08	0,14

	Notes	Au	
		30 sept. 2019	31 déc. 2018
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		111 629	103 406
Prêts et avances à des clients		58 028	57 123
Comptes des clients		61 397	59 812
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	94,5	95,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		4 999	4 733
Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	11,2	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		13,8	13,4
Ratio du capital total (%)		16,3	16,0
Ratio de levier (%)		4,7	4,6
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		42 116	40 142
Ratio de liquidité à court terme (%)		140	132

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 Certains montants de la période correspondante ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

4 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	313	332	955	957
Produits de commissions nets	168	175	498	509
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	36	35	117	110
Autres éléments de produits	17	46	54	123
Total du résultat d'exploitation	534	588	1 624	1 699
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (charge)/reprise	(17)	7	(45)	46
Résultat d'exploitation net	517	595	1 579	1 745
Total des charges d'exploitation	(311)	(324)	(976)	(976)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	206	271	603	769
Charge d'impôt sur le résultat	(56)	(73)	(165)	(208)
Bénéfice de la période	150	198	438	561

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 19 M\$, ou 5,7 %, pour le trimestre et de 2 M\$, ou 0,2 %, pour la période de neuf mois. Les baisses enregistrées au cours de ces deux périodes ont

découlé de la hausse des charges engagées pour financer la croissance des soldes des prêts ainsi que du recul de l'apport provenant des activités de gestion du bilan.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le						
	30 sept. 2019			30 sept. 2018 ¹			30 sept. 2019			30 sept. 2018 ¹			
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	
Note	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	897	1	0,63	793	—	0,53	888	4	0,65	810	3	0,55	
Prêts et avances à des clients	57 303	533	3,69	53 404	484	3,61	56 254	1 569	3,73	51 758	1 343	3,47	
Prises en pension à des fins autres que de transaction	8 762	49	2,26	7 693	32	1,63	7 981	131	2,20	6 682	82	1,63	
Placements financiers	26 120	123	1,88	23 747	113	1,88	25 428	378	1,99	23 505	316	1,80	
Autres actifs productifs d'intérêts	939	6	2,28	286	2	3,02	771	13	2,21	308	3	1,36	
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	94 021	712	3,00	85 923	631	2,92	91 322	2 095	3,07	83 063	1 747	2,81	
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	2	7 154	31	1,68	4 671	24	2,07	6 247	85	1,82	5 042	76	2,00
Actifs non productifs d'intérêts		13 085	—	—	11 675	—	—	12 342	—	—	11 411	—	—
Total		114 260	743	2,58	102 269	655	2,54	109 911	2 180	2,65	99 516	1 823	2,45

¹ Certains montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour les périodes à l'étude.

² Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le					
		30 sept. 2019			30 sept. 2018 ¹			30 sept. 2019			30 sept. 2018		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
		M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	3	1 003	1	0,24	1 087	1	0,30	950	2	0,25	928	2	0,24
Comptes des clients	4	55 466	226	1,62	51 553	163	1,25	54 306	639	1,57	51 059	436	1,14
Mises en pension à des fins autres que de transaction		10 408	55	2,09	8 109	35	1,70	9 613	149	2,07	7 311	88	1,61
Titres de créance émis et créances subordonnées		15 397	102	2,63	13 925	89	2,54	15 056	305	2,71	12 607	234	2,48
Autres passifs portant intérêt		2 353	15	2,56	1 771	11	2,57	2 208	45	2,71	1 764	30	2,31
Total des passifs portant intérêt (B)		84 627	399	1,87	76 445	299	1,55	82 133	1 140	1,86	73 669	790	1,43
Passifs détenus à des fins de transaction	2	4 646	20	1,64	3 013	16	2,13	3 648	48	1,74	2 876	46	2,15
Comptes courants ne portant pas intérêt		5 626	—	—	5 996	—	—	5 800	—	—	6 099	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		19 361	—	—	16 815	—	—	18 330	—	—	16 872	—	—
Total		114 260	419	1,45	102 269	315	1,22	109 911	1 188	1,45	99 516	836	1,12
Produits d'intérêts nets (A-B)			313			332		955				957	

1 Certains montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour les périodes à l'étude.

2 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

3 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

4 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	14	14	47	48
Produits de courtage	2	2	6	7
Cartes	17	16	48	45
Facilités de crédit	80	73	227	214
Fonds sous gestion	49	49	143	144
Importations/exportations	3	3	9	8
Commissions d'agence d'assurance	1	1	4	4
Autres	14	13	37	38
Services de paiement	9	8	26	25
Prise ferme	8	16	28	40
Produits de commissions	197	195	575	573
Moins les charges de commissions	(29)	(20)	(77)	(64)
Produits de commissions nets	168	175	498	509

Les produits de commissions nets du trimestre et de la période de neuf mois ont fléchi de 7 M\$, ou 4 %, et de 11 M\$, ou 2,2 %, respectivement. Les diminutions enregistrées pour le trimestre et pour la période de neuf mois ont découlé surtout du recul des commissions de prise ferme et d'une hausse des charges de commissions imputable à l'augmentation des coûts associés à la

compensation, aux campagnes promotionnelles et aux activités de courtage en ligne. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'élargissement des volumes des acceptations bancaires et par la hausse des produits de commissions tirés des cartes de crédit.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	24	24	71	74
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	2	4	7	5
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	11	8	37	30
Inefficacité des couvertures	(1)	(1)	2	1
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	36	35	117	110

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté de 1 M\$, ou 2,9 %, pour le trimestre et de 7 M\$, ou 6,4 %, pour la période de neuf mois. L'augmentation constatée pour le trimestre a découlé principalement de la progression des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation en raison de la composition des produits et des activités de gestion du bilan. Ces facteurs ont été atténués par une baisse des évaluations de crédit et de débit.

Quant à l'amélioration survenue au cours de la période de neuf mois, elle a découlé surtout de la montée des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation en raison de la composition des produits ainsi que des évaluations de crédit et de débit positives qu'a permises le resserrement des écarts de crédit. Ces facteurs ont été atténués par le ralentissement des activités de négociation de produits à revenu fixe.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	10	18	28	45
Produits de dividendes	—	1	—	1
Autres produits d'exploitation	7	27	26	77
Autres éléments de produits	17	46	54	123

Pour le trimestre et la période de neuf mois, les autres éléments de produits ont fléchi de 29 M\$, ou 63 %, et de 69 M\$, ou 56 %, respectivement. Les baisses constatées dans ces deux périodes ont découlé du repli des autres produits d'exploitation par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. Ce facteur a mené à une réduction des autres produits

d'exploitation et à une baisse connexe des charges d'exploitation.

La diminution des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque a aussi contribué à faire reculer les autres éléments de produits.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	1	(1)	4	(4)
Variation des pertes de crédit attendues – prêts non productifs (stade 3) – charge/(reprise)	16	(6)	41	(42)
Variation des pertes de crédit attendues – charge/(reprise)	17	(7)	45	(46)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 17 M\$, comparativement à une reprise de 7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge enregistrée pour le trimestre à l'étude provient surtout de pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie ainsi que de l'incidence qu'ont eue sur les prêts productifs des perspectives économiques peu reluisantes. La reprise inscrite au troisième trimestre de 2018 provenait de reprises sur provisions par suite de l'amélioration des conditions de crédit pour certains clients du secteur des services énergétiques.

Pour la période de neuf mois, la variation des pertes de crédit attendues a représenté une charge de 45 M\$, comparativement à une reprise de 46 M\$ pour la même période de 2018. La charge enregistrée en 2019 est imputable aux facteurs énoncés

ci-dessus, à un changement apporté aux prévisions économiques et reflétant un ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt et aux pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans le secteur associé à la construction et dans celui de l'agroalimentaire qui ont été enregistrées au deuxième trimestre. Ces facteurs ont été compensés en partie par une reprise sur provisions au premier trimestre qu'a permise l'amélioration des perspectives pour ce qui est de certains clients du secteur des services énergétiques. La reprise constatée en 2018 résultait des prévisions économiques alors en vigueur, lesquelles faisaient état d'améliorations de la qualité du crédit du portefeuille de prêts non productifs, soit plus particulièrement dans les secteurs des services énergétiques, de la fabrication et de l'immobilier, améliorations qui avaient mené à des reprises ainsi qu'à des transferts vers le portefeuille de prêts productifs.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	169	179	514	539
Charges générales et administratives	117	131	389	401
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	18	8	53	24
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	7	6	20	12
Total des charges d'exploitation	311	324	976	976

Le total des charges d'exploitation a baissé de 13 M\$, ou 4 %, pour le trimestre, mais est demeuré inchangé pour la période de neuf mois.

Nous effectuons toujours des investissements stratégiques dans les ressources humaines, l'efficacité et la technologie afin d'assurer la croissance de nos secteurs d'activité et de faire en sorte qu'il soit encore plus facile pour nos clients de traiter avec nous. L'incidence de tels investissements a été annulée par une

baisse de la rémunération et des avantages du personnel et par une hausse des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. De plus, l'adoption d'IFRS 16, ce qui est décrit à la note 1 h), a réduit les charges générales et administratives, et une hausse correspondante de la dotation à l'amortissement des actifs loués et liés au droit d'utilisation a été constatée.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de 2019, le taux d'imposition effectif a été de 27,7 %, ce qui se rapproche du taux prévu par la loi, soit 26,8 %. Pour le trimestre correspondant de 2018, le taux d'imposition effectif avait été de 27,1 %.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	69	78
Actifs détenus à des fins de transaction	6 030	3 875
Dérivés	3 573	4 469
Prêts et avances	59 125	58 344
Prises en pension à des fins autres que de transaction	7 615	5 860
Placements financiers	25 702	24 054
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 118	3 932
Autres actifs	3 397	2 794
Total de l'actif	111 629	103 406
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 074	1 148
Comptes des clients	61 397	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction	9 041	8 224
Passifs détenus à des fins de transaction	3 332	2 164
Dérivés	4 012	4 565
Titres de créance émis	15 247	13 863
Acceptations	6 130	3 937
Autres passifs	5 297	4 110
Total du passif	105 530	97 823
Total des capitaux propres	6 099	5 583
Total du passif et des capitaux propres	111 629	103 406

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 111,6 G\$ au 30 septembre 2019, en hausse de 8,2 G\$, ou 8 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2018. Les engagements de clients en contrepartie d'acceptations ont augmenté de 2,2 G\$ en raison de la progression des volumes de ces dernières. Les actifs détenus à des fins de transaction se sont accrus de 2,2 G\$, grâce principalement au volume des opérations de négociation de titres de créance. L'accroissement des volumes des prises en pension et les activités de gestion du bilan ont permis une hausse de 1,8 G\$ des prises en pension à des fins autres que de transaction. Les placements financiers ont augmenté de 1,6 G\$, la liquidité ayant été plus importante. Les prêts et avances se sont renforcés de 0,8 G\$ par suite de l'élargissement des volumes des prêts hypothécaires résidentiels.

De plus, la hausse des actifs loués et liés au droit d'utilisation par suite de l'adoption d'IFRS 16, tel qu'il est décrit à la note 1 h), ainsi que l'augmentation des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients ont favorisé une progression de 0,6 G\$ des autres actifs.

Passif

Le total du passif s'établissait à 105,5 G\$ au 30 septembre 2019, pour une hausse de 7,7 G\$, ou 7,9 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Les acceptations se sont accrues de 2,2 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Les comptes des clients ont augmenté de 1,6 G\$ en raison de l'essor des dépôts du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine, ce qui a été atténué par le recul de ceux des services aux entreprises et des services bancaires internationaux et marchés en raison des réductions saisonnières des dépôts, réductions qui étaient par ailleurs attendues. Les titres de créance émis ont affiché une hausse de 1,4 G\$ par suite d'une émission d'obligations sécurisées au troisième trimestre. Les passifs détenus à des fins de transaction se sont alourdis de 1,2 G\$ à cause surtout du volume des opérations de négociation de titres de créance. La progression des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients a été l'un des facteurs à l'origine de l'augmentation de 1,2 G\$ des autres passifs. En outre, l'accroissement des volumes des mises en pension a mené à une hausse de 0,8 G\$ des mises en pension à des fins autres que de transaction.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,1 G\$ au 30 septembre 2019, ce qui constitue une progression de 0,5 G\$, ou 9,2 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Cette progression représente le bénéfice après impôt de 0,4 G\$ qui a été généré au cours de la période, les profits de 0,1 G\$ qui ont été constatés au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que le montant de 0,3 G\$ provenant de l'émission d'actions privilégiées. La hausse enregistrée a été contrebalancée par les dividendes de 0,3 G\$ qui ont été déclarés durant la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, ainsi que les services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Services aux entreprises

Le secteur des services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	154	150	456	434
Produits autres que d'intérêts	96	92	283	273
Total du résultat d'exploitation	250	242	739	707
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(8)	3	(20)	50
Résultat d'exploitation net	242	245	719	757
Total des charges d'exploitation	(101)	(104)	(305)	(309)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	141	141	414	448

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a augmenté de 8 M\$, ou 3,3 %, pour le trimestre et de 32 M\$, ou 4,5 %, pour la période de neuf mois.

Les SE ont poursuivi sur leur lancée, augmentant ainsi les soldes de leurs prêts et de leurs dépôts au cours du trimestre. La progression de 1 % des soldes des prêts et de 2,5 % de ceux des dépôts au troisième trimestre de 2019 témoigne des efforts continus qui ont été déployés afin d'élargir la part de marché, de la consolidation des liens avec les clients existants et du fait que nous avons su tirer parti de notre réseau mondial et de nos gammes de produits. En 2019, le secteur a élargi sa gamme de produits et services de crédit-bail et de commerce international malgré les incertitudes régnant sur les marchés. Les SE ont continué de tirer parti du réseau international de la HSBC, les produits générés dans les corridors de commerce international ayant affiché une hausse dans les deux chiffres pour la période de neuf mois.

Comme en témoigne l'amélioration de nos résultats au chapitre de la satisfaction de la clientèle, nos initiatives visant à simplifier, à rationaliser et à remanier nos processus de prestation de services bancaires continuent de porter fruit. Nous cherchons toujours et avant tout à combler les besoins financiers de nos clients pour ainsi les aider à prospérer.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est demeuré inchangé, mais pour la période de neuf mois, il a reculé de 34 M\$, ou 7,6 %. Ces résultats ont découlé essentiellement de variations des pertes de crédit attendues de 11 M\$ et de 70 M\$, respectivement, en regard d'un an plus tôt, puisque des reprises liées à des prêts non productifs et associées principalement à des comptes du secteur de l'énergie avaient été constatées en 2018. Ce facteur a été atténué par la progression du total du résultat d'exploitation.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	27	30	77	79
Produits autres que d'intérêts	48	63	157	178
Total du résultat d'exploitation	75	93	234	257
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(2)	—	(11)	(1)
Résultat d'exploitation net	73	93	223	256
Total des charges d'exploitation	(42)	(39)	(122)	(116)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	31	54	101	140

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation des SBIM a régressé de 18 M\$, ou 19 %, pour le trimestre et de 23 M\$, ou 8,9 %, pour la période de neuf mois, ce qui a été causé par le recul des commissions de prise ferme et par le ralentissement des activités de négociation et de vente de l'unité marchés.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et de la période de neuf mois ont augmenté de 4 M\$, ou 2,7 %, et de 22 M\$, ou 5,1 %, respectivement. Ces hausses reflètent l'accroissement des prêts et avances qu'a permis l'attention que nous accordons sans cesse aux nouveaux clients et à ceux déjà existants.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont élargis de 4 M\$, ou 4,3 %, et ceux de la période de neuf mois se sont accrus de 10 M\$, ou 3,7 %, ce qui a découlé surtout de l'essor des volumes des acceptations bancaires.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 8 M\$ pour le trimestre et de 20 M\$ pour la période de neuf mois. Au troisième trimestre et dans les neuf premiers mois de 2018, la variation des pertes de crédit attendues avait correspondu à des reprises de 3 M\$ et de 50 M\$, respectivement, en raison de reprises liées à des prêts non productifs et associées principalement à des comptes du secteur des services énergétiques. Les charges inscrites dans les périodes correspondantes de 2019 ont résulté essentiellement de l'augmentation des pertes de valeur associées à des prêts non productifs et, dans une moindre mesure, de la hausse de celles liées à des prêts productifs, hausse reflétant des perspectives économiques peu reluisantes.

Le **total des charges d'exploitation** a fléchi de 3 M\$, ou 2,9 %, pour le trimestre et de 4 M\$, ou 1,3 %, pour la période de neuf mois. Le secteur a, dans le présent exercice, continué d'effectuer des investissements stratégiques afin de soutenir sa croissance, ce qui a été annulé par la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit dans la section du présent rapport qui en traite ainsi qu'à la note 15.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Rapport de gestion

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 23 M\$, ou 43 %, et pour la période de neuf mois, il a fléchi de 39 M\$, ou 28 %, en raison du repli du résultat d'exploitation et de l'augmentation de la variation des pertes de crédit attendues dans ces périodes.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et de la période de neuf mois ont reculé de 3 M\$, ou 10 %, et de 2 M\$, ou 2,5 %, respectivement, en raison surtout de l'augmentation des coûts de financement des activités de négociation de l'unité marchés, ce qui a été atténué par l'incidence des hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Banque du Canada ainsi que par l'élargissement des volumes des prêts du service Commerce international et financement des comptes clients.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et de la période de neuf mois ont diminué de 15 M\$, ou 24 %, et de 21 M\$, ou 12 %, respectivement, en raison essentiellement du repli des commissions de prise ferme et des résultats défavorables des

activités de vente et de négociation de l'unité marchés. Ces facteurs ont été compensés en partie par la variation favorable, dans la période de neuf mois, des réserves au titre de l'évaluation du crédit et du financement qui a découlé du resserrement des écarts de crédit.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des charges de 2 M\$ pour le trimestre et de 11 M\$ pour la période de neuf mois. La charge constatée pour le trimestre a découlé principalement de positions spécifiques dans le secteur de l'énergie. L'incidence de perspectives économiques plutôt défavorables sur les prêts productifs a également été un facteur à l'origine de la charge inscrite pour la période de neuf mois.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et de la période de neuf mois a augmenté de 3 M\$, ou 7,7 %, et de 6 M\$, ou 5,2 %, respectivement, principalement à cause des initiatives de rationalisation.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Le secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	128	129	385	363
Produits autres que d'intérêts	62	64	182	189
Total du résultat d'exploitation	190	193	567	552
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(7)	4	(14)	(3)
Résultat d'exploitation net	183	197	553	549
Total des charges d'exploitation	(168)	(158)	(520)	(488)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	15	39	33	61

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a baissé de 3 M\$, ou 1,6 %, pour le trimestre en raison du recul des produits autres que d'intérêts. Pour la période de neuf mois, le total du résultat d'exploitation a progressé de 15 M\$, ou 2,7 %, grâce principalement à l'augmentation des produits d'intérêts nets et à la forte croissance du total du solde de la relation globale avec les clients², ce qui a été annulé en partie par la baisse des produits autres que d'intérêts. La liquidation continue de notre portefeuille de prêts à la consommation a réduit les produits de 1 M\$ et de 3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Les sommes investies dans nos succursales et les technologies numériques ainsi que la compétitivité de nos produits nous ont aidés à élargir notre clientèle ainsi que le total du solde de la relation globale avec les clients². Grâce à nos initiatives, plus de 47 000 nouveaux clients se sont joints à ceux des SBDGP au cours des neuf premiers mois de 2019.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre a fléchi de 24 M\$, ou 62 %, et pour la période de neuf mois, il a reculé de 28 M\$, ou 46 %, ce qui a résulté principalement de l'augmentation des charges d'exploitation par suite des investissements indiqués ci-dessus ainsi que de la hausse des charges au titre des pertes de crédit attendues. Ces baisses ont été annulées en partie par la hausse des produits qu'ont permise l'élargissement des écarts et l'augmentation marquée du total du solde de la relation globale avec les clients².

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont légèrement fléchi étant donné que l'amélioration des produits qui a résulté de l'essor des volumes des prêts et des dépôts a été contrebalancée par le rétrécissement des écarts sur les dépôts et par la liquidation continue du portefeuille de prêts à la consommation dont il a été fait mention ci-dessus. Pour la période de neuf mois, les produits d'intérêts nets se sont renforcés de 22 M\$, ou 6,1 %, ce qui a découlé surtout de l'élargissement des écarts sur les

dépôts ainsi que de la forte croissance des soldes des prêts et des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** ont baissé respectivement de 2 M\$, ou 3,1 %, et de 7 M\$, ou 3,7 %, au cours du trimestre et de la période de neuf mois à cause du repli des produits de commissions associés au courtage en ligne et aux services à l'égard des comptes.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une charge de 7 M\$ pour le trimestre, alors qu'une reprise de 4 M\$ avait été constatée pour le même trimestre de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, la variation des pertes de crédit attendues a représenté une charge de 14 M\$, soit 11 M\$ de plus qu'un an auparavant. Les charges inscrites pour le

trimestre et la période de neuf mois reflètent des perspectives économiques plutôt défavorables.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et de la période de neuf mois s'est alourdi de 10 M\$, ou 6,3 %, et de 32 M\$, ou 6,6 %, respectivement. Ces hausses ont résulté surtout des investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités ainsi que de l'augmentation des coûts associée à la proposition d'un meilleur modèle de prestation de services à notre clientèle grandissante.

- 1 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.*
- 2 Le total du solde de la relation globale avec les clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.*

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les activités de gestion du bilan, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises ainsi que les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	4	23	37	81
Produits autres que d'intérêts	15	37	47	102
Résultat d'exploitation net	19	60	84	183
Total des charges d'exploitation	—	(23)	(29)	(63)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	19	37	55	120

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre s'est replié de 41 M\$, ou 68 %, et celui de la période de neuf mois a fléchi de 99 M\$, ou 54 %. Les baisses enregistrées pour les deux périodes viennent essentiellement du recul des produits autres que d'intérêts par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. La baisse a également découlé de la diminution des produits d'intérêts nets en raison des activités de gestion du bilan, de l'incidence négative de la contraction des rendements et de la hausse des charges d'intérêts qu'a entraînée l'adoption d'IFRS 16, tel qu'il est décrit à la note 1 h). Le recul, sur un an, des profits réalisés à la cession de placements financiers a également accentué la dégradation du résultat d'exploitation net.

Les charges d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois ont fléchi de 23 M\$, ou 100 %, et de 34 M\$, ou 54 %, respectivement, à cause principalement de la mise en place du groupe ServCo, ce qui a été atténué par les investissements dans nos fonctions de soutien.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire respectivement de 18 M\$, ou 49 %, et de 65 M\$, ou 54 %, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre et pour la période de neuf mois.

- 1 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.*

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2019				2018			
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	313	319	323	335	332	319	306	318
Produits de commissions nets	168	174	156	164	175	179	155	159
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction (produits de négociation nets en 2017)	36	33	48	26	35	39	36	31
Autres éléments de produits	17	19	18	40	46	33	44	32
Total du résultat d'exploitation	534	545	545	565	588	570	541	540
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(17)	(40)	12	(19)	7	11	28	s. o.
(Pertes de valeur)/reprises sur pertes de valeur liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	(1)
Résultat d'exploitation net	517	505	557	546	595	581	569	539
Total des charges d'exploitation	(311)	(337)	(328)	(324)	(324)	(334)	(318)	(333)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	206	168	229	222	271	247	251	206
Charge d'impôt sur le résultat	(56)	(47)	(62)	(65)	(73)	(67)	(68)	(54)
Bénéfice de la période	150	121	167	157	198	180	183	152
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	141	112	158	148	189	171	173	142
- au détenteur d'actions privilégiées	9	9	9	9	9	9	10	10
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,28	0,22	0,32	0,29	0,38	0,34	0,35	0,28

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Depuis le premier trimestre de 2019, les produits d'intérêts nets ont baissé à cause de la hausse du coût du passif ayant servi à financer l'essor de la moyenne des actifs productifs d'intérêts et du repli des activités de gestion du bilan. Les produits d'intérêts nets ont affiché une tendance à la hausse du premier trimestre de 2018 au quatrième trimestre de ce même exercice en raison des majorations des taux d'intérêt ainsi que de l'accroissement des prêts et avances et des comptes des clients.

Les produits de commissions nets ont diminué en regard du deuxième trimestre de 2019, à cause essentiellement de la baisse des commissions de prise ferme. La hausse enregistrée entre le premier trimestre et le deuxième trimestre de 2019 avait découlé surtout de l'augmentation des commissions de prise ferme et de celles tirées des facilités de crédit ainsi que de la progression des produits provenant des fonds sous gestion. Les produits de commissions nets avaient baissé entre le deuxième trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2019. Pour le premier trimestre de 2019, ils avaient reculé principalement à cause des commissions tirées des facilités de crédit et du recul des produits provenant des fonds sous gestion et du courtage en ligne. Au cours des deux trimestres précédents, le recul des commissions de prise ferme et l'augmentation des charges de commissions liées à la compensation avaient contribué à la baisse enregistrée. Cette baisse avait fait suite à une forte croissance au deuxième trimestre de 2018, en regard du premier trimestre de 2018, ce qui était essentiellement attribuable à la hausse des commissions tirées des facilités de crédit, les volumes des acceptations bancaires ayant augmenté, ainsi qu'à l'accroissement des commissions de prise ferme. Les produits de commissions avaient diminué du quatrième trimestre de 2017 au premier

trimestre de 2018 à cause du repli des commissions de prise ferme.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au trimestre à l'étude, ces produits se sont renforcés à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe. La baisse enregistrée dans le trimestre précédent avait découlé surtout du fléchissement des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit. En 2018, ils avaient aussi monté, en raison des volumes accrus des opérations de change, de la hausse des intérêts nets sur les activités de négociation attribuable aux rendements plus élevés et à la composition des produits, ainsi que de l'effet favorable de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs avaient été atténués par une perte causée par les activités de gestion du bilan.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. En 2019 et par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe ont reculé et les charges d'exploitation ont connu une diminution connexe. En 2018, les autres éléments de produits avaient augmenté en raison de la progression des profits réalisés à la cession de placements financiers. En 2018 et en 2017, les autres éléments de produits comprenaient également les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe, produits qui

peuvent aussi fluctuer en raison du moment où les services sont fournis.

Pour le trimestre à l'étude, la variation de la charge au titre des pertes de crédit attendues a résulté surtout des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie ainsi que de l'incidence qu'ont eue sur les prêts productifs de mauvaises perspectives économiques. La charge inscrite au deuxième trimestre avait découlé surtout d'un changement dans les prévisions économiques, changement reflétant un ralentissement de l'essor du PIB. La reprise constatée au premier trimestre de 2019 avait résulté d'une reprise sur provisions en raison des améliorations des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques. En date du 1^{er} janvier 2018, la banque a adopté IFRS 9. L'excellente performance sur le plan du crédit ainsi qu'une gestion active des risques ont généré une reprise nette sur la variation des pertes de crédit attendues dans la plupart des périodes depuis le début de 2017, même si cette position avait diminué en 2018 par rapport aux niveaux de reprise élevés qui avaient été constatés l'exercice précédent. Des reprises avaient été comptabilisées aux trois premiers trimestres de 2018 grâce aux améliorations observées dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement ceux des services énergétiques et de la fabrication, tout comme l'avaient été des reprises sur corrections de valeur liées à certaines entreprises des secteurs des services énergétiques, de la fabrication, de la construction et de l'immobilier. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges dans le portefeuille de prêts de gros non productifs ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs attribuable à des facteurs économiques prospectifs touchant les portefeuilles de prêts de gros et de détail. En 2017, des reprises avaient été comptabilisées en raison de l'amélioration de la conjoncture dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement dans celui des services énergétiques.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique, ce qui explique la hausse des charges d'exploitation. En 2019, ces investissements ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. En 2018, les investissements avaient été contrebalancés en partie par le repli des coûts associé à la réduction des espaces de bureau et aux économies liées à la centralisation de certaines activités commerciales au sein du Groupe. Le moment où les charges avaient été engagées en 2018 avait été à l'origine des variations enregistrées d'un trimestre à l'autre. En 2017, les charges d'exploitation tenaient compte des sommes investies dans des activités de gestion des risques et de conformité ainsi que dans certaines initiatives de restructuration et de rationalisation.

Survol et perspectives économiques

La croissance de l'économie canadienne a été de 3,7 % au deuxième trimestre de 2019, ce qui est nettement supérieur à celle attendue. De fait, la conjoncture a rebondi après avoir fait du sur place au quatrième trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019, l'essor moyen du PIB n'atteignant alors que 0,4 %. Puisque l'expansion économique a été de 2,1 % au

premier semestre de l'année, nous nous attendons désormais à ce qu'elle se situe à 1,4 % en 2019, et non pas à 1,1 % comme nous l'avions prévu plus tôt.

Un facteur inattendu a favorisé la progression du PIB, à savoir les exportations, lesquelles se sont accrues de 13,5 % au deuxième trimestre. Il s'agit de leur plus forte hausse depuis le milieu de 2014, et ce sont les exportations de produits énergétiques, chimiques et agricoles, d'aéronefs et de véhicules à moteur qui y ont le plus contribué. De pair avec l'élan des exportations, l'activité manufacturière s'intensifie depuis le début de l'année. Ainsi, après avoir presque stagné pendant le passage à vide qu'a traversé l'économie vers la fin de 2018 et au début de 2019, la production du secteur manufacturier avait, à la fin de juillet, progressé de 1,8 % en regard d'un an auparavant.

Parmi les autres signes annonciateurs d'une embellie économique, citons la vigueur du marché du travail. À la fin d'août, plus de 300 000 emplois avaient été créés sur un an, ce qui représente l'augmentation la plus significative à être enregistrée pour une période comparable depuis 2002. En outre, plus de 75 % de ces postes étaient à temps plein. Par ailleurs, le taux de chômage, soit 5,7 %, demeure près des creux historiques. De toutes les provinces, c'est au Québec que le marché du travail est le plus tendu, le taux de chômage n'y ayant jamais été aussi bas, à savoir 4,7 %. La progression des salaires s'est également intensifiée et, à la fin d'août, ceux-ci dépassaient de 3,8 % ceux d'il y a un an. L'inflation des prix à la consommation se situant à quelque 2 %, l'augmentation des salaires réels soutient quelque peu les dépenses des ménages. Enfin, grâce à l'instauration de plusieurs mesures visant à resserrer le crédit hypothécaire en 2018 et au recul des taux d'intérêt du marché en 2019, le marché de l'habitation semble commencer à se stabiliser.

Tensions commerciales à l'échelle mondiale

La tenue de l'économie canadienne dans la première moitié de 2019 contraste avec les signes de fragilisation de l'économie mondiale. Par exemple, les activités des secteurs du commerce international et de la fabrication ont ralenti dans les derniers mois à cause de l'intensification des tensions commerciales sur la scène internationale. Par exemple, selon l'Institute for Supply Management, les nouvelles commandes à l'exportation américaines ont atteint leur plus bas niveau en dix ans en septembre. En raison des vents contraires plus forts qui soufflent sur l'économie mondiale, la HSBC a récemment revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB de la Chine. Nous croyons désormais que l'économie de ce pays progressera de 6,2 % en 2019 et de 5,8 % en 2020 et non de 6,5 % et de 6,3 %, respectivement, comme nous le prévoyions antérieurement.

M. Lawrence Schembri, sous-gouverneur de la Banque du Canada, a souligné l'affaiblissement de la conjoncture mondiale par rapport à la résilience de l'économie canadienne lorsqu'il a fait le point sur la situation économique le 5 septembre dernier.

Une résilience mise à l'épreuve

La Banque du Canada a également reconnu que l'escalade des tensions commerciales à l'échelle mondiale pèse sur la conjoncture au pays. Ainsi, même si l'expansion économique a été plus forte que prévu au deuxième trimestre, la demande intérieure s'est contractée pour une troisième fois dans les quatre derniers trimestres.

Rapport de gestion

L'une des causes du repli de cette demande au deuxième trimestre a été une chute de 16,2 % des investissements des entreprises. Par conséquent, ceux-ci n'ont représenté que 10,2 % du PIB, soit leur plus bas pourcentage depuis le deuxième trimestre de 2003. Même si des facteurs temporaires ont sans doute accentué ce recul, les incertitudes que soulèvent les tensions commerciales internationales risquent de freiner l'essor des investissements des entreprises dans les trimestres à venir. De même, nous ne croyons pas que le rendement du Canada sur le plan des exportations pourra continuer de dépasser celui à l'échelle mondiale.

Toujours au deuxième trimestre, les dépenses à la consommation ont connu leur plus faible augmentation trimestrielle depuis le milieu de 2012. Le sous-gouverneur Schembri en a d'ailleurs fait mention, précisant que « ...la consommation a affiché une faiblesse inattendue au deuxième trimestre, compte tenu, en particulier, de l'augmentation du revenu du travail ». Ainsi, la vigueur du marché du travail et la hausse des salaires réels n'ont que peu stimulé les dépenses à la consommation. À notre avis, les résultats décevants au chapitre de la consommation pourraient être une conséquence des problèmes que pose le surendettement. Dans le trimestre, l'endettement des ménages a atteint 174,1 % de leur revenu disponible, ce qui constitue un nouveau sommet. De même, le ratio du service de leur dette a atteint le pourcentage record de 14,9 % de leur revenu disponible. En résumé, nous constatons que l'économie canadienne sera mise à l'épreuve par l'incertitude de plus en plus marquée de l'économie mondiale.

Regard sur l'avenir

Compte tenu du ralentissement des investissements des entreprises et des exportations ainsi que de l'atrophie des dépenses à la consommation, nous croyons que l'économie canadienne ralentira dans la seconde moitié de 2019. Nous prévoyons que la croissance du PIB sera de 1,2 % au troisième trimestre et de 1,3 % au quatrième trimestre. Nous nous attendons par la suite à un rythme modéré de croissance économique pour commencer l'année 2020.

Nous nous attendons à ce que le taux d'inflation recule en regard de sa mesure actuelle, soit environ 2 %, ce qui correspond au niveau cible de la Banque du Canada. Sa baisse refléterait alors l'atténuation des conséquences de facteurs temporaires et aussi le fait que le volume de capacité excédentaire augmentera vu la faiblesse de la croissance du PIB dans la seconde moitié de l'année.

Les tensions commerciales internationales, et plus particulièrement entre les États-Unis et la Chine, devraient demeurer fortes jusqu'en 2020. De même, les tensions entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ne sont toujours pas résolues. Par conséquent, il semble que le Brexit continuera de rendre incertaine la tenue de la conjoncture mondiale au cours des prochains mois.

Considérant tous ces facteurs, nous prévoyons que l'économie canadienne affichera une croissance de 1,4 % en 2020 et de 1,5 % en 2021. De plus, nous supposons que les risques de baisse seront prépondérants.

Politique monétaire

Compte tenu du ralentissement de l'essor du PIB national et de la persistance des incertitudes économiques à l'échelle mondiale, nous nous attendons à ce que, dans les mois à venir, la Banque

du Canada abaisse son taux directeur d'un total de 50 points de base, ce qui le porterait à 1,25 %. C'est avant tout dans le but de recentrer l'orientation de la politique monétaire de sorte à mieux contrer les risques de dégradation des perspectives quant à l'essor du PIB et à l'inflation qu'elle diminuera son taux directeur. Nous ne jugeons pas que de telles réductions s'inscriront dans un programme plus vaste d'assouplissement monétaire. Nous croyons plutôt qu'il s'agira de baisses ponctuelles visant à annuler les effets que pourrait poser l'accentuation des problèmes économiques à l'échelle mondiale. Nous prévoyons que le taux directeur de la Banque du Canada demeurera de 1,25 % pendant le reste de 2020.

Cela dit, la politique budgétaire est considérée comme la meilleure arme pour faire face à l'intensification des tensions commerciales mondiales. Au palier fédéral, même si des déficits sont prévus pour les cinq prochains exercices, ils devraient demeurer inférieurs à 1 % du PIB, et le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB devrait passer des 31 % qu'il était dans l'exercice 2017-2018 à moins de 29 % pour 2023-2024. C'est pourquoi nous jugeons que le gouvernement fédéral aura la latitude voulue pour instaurer des mesures de relance budgétaire, si cela se révèle nécessaire.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre Rapport et états financiers annuels 2018. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au troisième trimestre de 2019 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Exigences quant à la lutte contre le blanchiment d'argent

En juin 2019, plusieurs amendements ont été apportés aux règlements associés à la loi canadienne sur le recyclage des produits de la criminalité et ont ajouté divers types d'informations sur les transactions financières que la HSBC doit répertorier et déclarer à son organisme de réglementation, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (le « CANAFE »). Ces nouvelles exigences seront mises en vigueur en deux phases au cours de 2020 et de 2021.

Aînés : un code de conduite pour les banques

Conjointement avec d'autres banques canadiennes, la HSBC s'est engagée à respecter le « Code de conduite pour la prestation de services bancaires aux aînés » qu'a élaboré l'Association des banquiers canadiens. Ce code énonce les principes que les banques doivent suivre lorsqu'elles traitent avec des personnes de 60 ans ou plus qui effectuent des opérations à des fins autres que commerciales. Ce code exige des banques qu'elles établissent, eu égard à leur clientèle composée d'aînés, des politiques et procédures spécifiques, qu'elles offrent de la formation à leurs employés et qu'elles communiquent et transmettent des informations de manière efficace. L'organisme de réglementation fédéral en ce domaine, soit l'Agence de la

consommation en matière financière du Canada, surveillera l'adhésion au code.

Loi fédérale sur l'accessibilité

Une nouvelle loi visant à abolir les obstacles empêchant la participation des Canadiens handicapés dans différents domaines, tels l'emploi et la prestation de services, est entrée en vigueur le 11 juillet 2019. La *Loi canadienne sur l'accessibilité* exige des entités réglementées au palier fédéral, dont les banques, qu'elles établissent et publient des plans d'accessibilité ainsi que des rapports d'étape en collaboration avec des personnes handicapées. Il est prévu que, dans l'avenir, d'autres règlements en vertu de cette loi imposeront à la HSBC des obligations plus précises en matière d'accessibilité.

Nouveaux droits pour les travailleurs relevant de la compétence fédérale

Depuis le 1^{er} septembre 2019, les travailleurs œuvrant dans des milieux de travail sous compétence fédérale, ce qui inclut les banques, ont le droit de demander des horaires de travail souples, de refuser de faire des heures supplémentaires dans certaines circonstances et de prendre des congés expressément pour s'acquitter de responsabilités familiales.

Risque lié aux fonds propres

En juillet 2019, le BSIF a annoncé qu'il révisera ses exigences quant aux fonds propres requis au titre du risque opérationnel de sorte à exiger l'utilisation de l'approche standard de Bâle III aux fins du calcul de ces fonds propres. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du présent rapport de gestion.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. Tel qu'il est indiqué à la note 1 h) des états financiers consolidés, la banque a, en date du 1^{er} janvier 2019, adopté IFRS 16 *Contrats de location*. La note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018 présente un résumé de ses autres principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant des événements futurs. Ceux-ci sont énoncés à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du Rapport et états financiers annuels 2018.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du Rapport et états financiers annuels 2018.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 30 du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir des détails à ce sujet.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited, qui est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings. La rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du présent rapport de gestion et la note 15 renferment plus de renseignements à ce sujet.

Le 27 septembre 2019, la banque a émis à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited des actions privilégiées de catégorie 1, série K qui ne comportent pas de droit de vote, qui sont rachetables au gré de l'émetteur et dont le dividende n'est pas cumulatif. La rubrique « Actions en circulation et dividendes » du présent rapport de gestion donne plus d'informations à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère les risques à l'échelle de l'entreprise ainsi que les risques réputationnel et opérationnel.

Profil de risque de crédit

	Page
Sommaire du risque de crédit	20
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	23
Qualité de crédit des instruments financiers	24
Prêts de gros	27
Prêts personnels	29
Prêts douteux	31

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

En 2019, aucun changement important n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 32 du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme un sommaire de nos politiques et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour pertes de crédit attendues (les « PCA ») connexe.

Les tableaux qui suivent présentent les prêts par secteur, ce qui représente la concentration des expositions au risque de crédit établies aux fins de sa gestion.

Au 30 septembre 2019, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 244 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 29 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et enfin une somme de 2 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9

	Notes	Au			
		30 sept. 2019		31 déc. 2018	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		58 236	(208)	57 321	(198)
– particuliers		29 305	(61)	28 364	(53)
– grandes sociétés et entreprises		28 931	(147)	28 957	(145)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 097	–	1 221	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		16 598	(36)	12 266	(34)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		69	–	78	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		12	–	8	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		7 615	–	5 860	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 130	(12)	3 937	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	2 772	(24)	2 383	(29)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		75 931	(244)	70 808	(232)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		43 262	(27)	43 378	(32)
– particuliers		7 284	–	7 186	(2)
– grandes sociétés et entreprises		35 978	(27)	36 192	(30)
Garanties financières	2	2 036	(2)	2 182	(1)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		2 029	(2)	2 175	(1)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	45 298	(29)	45 560	(33)
			Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
			M\$	M\$	M\$
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	25 693	(1)	24 033	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Rapport de gestion

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	53 323	4 590	323	58 236	(34)	(79)	(95)	(208)	0,1	1,7	29,4	0,4
– particuliers	28 558	660	87	29 305	(13)	(33)	(15)	(61)	–	5,0	17,2	0,2
– grandes sociétés et entreprises	24 765	3 930	236	28 931	(21)	(46)	(80)	(147)	0,1	1,2	33,9	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 097	–	–	1 097	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	15 787	776	35	16 598	(4)	(7)	(25)	(36)	–	0,9	71,4	0,2
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 887	4 323	52	43 262	(5)	(17)	(5)	(27)	–	0,4	9,6	0,1
– particuliers	7 087	186	11	7 284	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 800	4 137	41	35 978	(5)	(17)	(5)	(27)	–	0,4	12,2	0,1
Garanties financières ²	1 870	164	2	2 036	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,6	–	0,1
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 864	163	2	2 029	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,6	–	0,1
Au 30 septembre 2019	110 964	9 853	412	121 229	(44)	(104)	(125)	(273)	–	1,1	30,3	0,2

Prêts et avances à des clients au coût amorti	53 113	3 965	243	57 321	(36)	(75)	(87)	(198)	0,1	1,9	35,8	0,3
– particuliers	27 405	889	70	28 364	(13)	(24)	(16)	(53)	–	2,7	22,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	25 708	3 076	173	28 957	(23)	(51)	(71)	(145)	0,1	1,7	41,0	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	–	–	1 221	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 622	615	29	12 266	(2)	(3)	(29)	(34)	–	0,5	100,0	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 443	2 874	61	43 378	(7)	(23)	(2)	(32)	–	0,8	3,3	0,1
– particuliers	6 978	197	11	7 186	(1)	(1)	–	(2)	–	0,5	–	–
– grandes sociétés et entreprises	33 465	2 677	50	36 192	(6)	(22)	(2)	(30)	–	0,8	4,0	0,1
Garanties financières ²	2 093	87	2	2 182	–	(1)	–	(1)	–	1,1	–	–
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	2 087	86	2	2 175	–	(1)	–	(1)	–	1,2	–	–
Au 31 décembre 2018	108 492	7 541	335	116 368	(45)	(102)	(118)	(265)	–	1,4	35,2	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	36	102	89	227	32	93	116	241
Transferts d'instruments financiers :	12	(14)	2	—	2	(2)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(4)	4	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	13	(13)	—	—	7	(7)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(3)	3	—	(1)	(1)	2	—
– transferts hors du stade 3	—	1	(1)	—	—	2	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(9)	3	—	(6)	(5)	4	—	(1)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	9	—	—	9
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	—	7	21	28	3	(4)	(3)	(4)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(3)	(5)	(3)	(7)	—	(10)
Actifs sortis du bilan	—	—	(10)	(10)	—	—	(15)	(15)
Change	—	—	—	—	—	(1)	—	(1)
Autres	—	—	1	1	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période	40	97	100	237	38	83	98	219
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(8)	9	18	19	4	(7)	(3)	(6)
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(8)	9	14	15	4	(7)	(8)	(11)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	43	99	89	231	38	91	185	314
Transferts d'instruments financiers :	28	(34)	6	—	16	(2)	(14)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(5)	5	—	—	(12)	12	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	32	(32)	—	—	28	(28)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(9)	9	—	(2)	(4)	6	—
– transferts hors du stade 3	1	2	(3)	—	2	18	(20)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(23)	12	—	(11)	(20)	12	—	(8)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	6	—	—	6	29	—	—	29
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(12)	24	58	70	(12)	1	(1)	(12)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(4)	(13)	(19)	(13)	(20)	(11)	(44)
Actifs sortis du bilan	—	—	(38)	(38)	—	—	(61)	(61)
Change	—	—	—	—	—	1	—	1
Autres	—	—	(2)	(2)	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période	40	97	100	237	38	83	98	219
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(31)	32	45	46	(16)	(7)	(12)	(35)
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(8)	(8)	—	—	(8)	(8)
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(31)	32	37	38	(16)	(7)	(21)	(44)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Période de neuf mois close le			
	30 sept. 2019		30 sept. 2018	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	237	38	219	(44)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	36	7	42	(4)
Contrats de garantie de bonne exécution	2	—	5	2
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	—	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	276	45	266	(46)

Qualité de crédit des instruments financiers

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de la probabilité de défaillance des instruments financiers, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont

déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités de prêt de gros et de détail ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts de détail est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts de détail	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)		Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)
Classement selon la qualité						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169		Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740		Fourchette 3	0,501-1,500
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914		Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999		Fourchette 6	20,001-99,999
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000		Fourchette 7	100,000

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	25 312	—	—	—	—	25 312	(1)	25 311
– stade 1	25 312	—	—	—	—	25 312	(1)	25 311
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	29 101	16 567	10 938	1 307	323	58 236	(208)	58 028
– stade 1	29 035	15 828	8 258	202	—	53 323	(34)	53 289
– stade 2	66	739	2 680	1 105	—	4 590	(79)	4 511
– stade 3	—	—	—	—	323	323	(95)	228
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 097	—	—	—	—	1 097	—	1 097
– stade 1	1 097	—	—	—	—	1 097	—	1 097
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	9 925	4 268	2 228	142	35	16 598	(36)	16 562
– stade 1	9 925	4 050	1 780	32	—	15 787	(4)	15 783
– stade 2	—	218	448	110	—	776	(7)	769
– stade 3	—	—	—	—	35	35	(25)	10
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	65 435	20 835	13 166	1 449	358	101 243	(245)	100 998
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	64,6 %	20,6 %	13,0 %	1,4 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 197	17 044	9 089	880	52	43 262	(27)	43 235
– stade 1	16 172	16 304	6 272	139	—	38 887	(5)	38 882
– stade 2	25	740	2 817	741	—	4 323	(17)	4 306
– stade 3	—	—	—	—	52	52	(5)	47
Garanties financières ²	1 114	568	232	120	2	2 036	(2)	2 034
– stade 1	1 114	566	188	2	—	1 870	(1)	1 869
– stade 2	—	2	44	118	—	164	(1)	163
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 311	17 612	9 321	1 000	54	45 298	(29)	45 269
Au 30 septembre 2019	82 746	38 447	22 487	2 449	412	146 541	(274)	146 267

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 1	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	25 936	18 238	11 558	1 346	243	57 321	(198)	57 123
– stade 1	25 839	18 000	9 089	185	—	53 113	(36)	53 077
– stade 2	97	238	2 469	1 161	—	3 965	(75)	3 890
– stade 3	—	—	—	—	243	243	(87)	156
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 1	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 712	2 789	1 633	103	29	12 266	(34)	12 232
– stade 1	7 472	2 752	1 375	23	—	11 622	(2)	11 620
– stade 2	240	37	258	80	—	615	(3)	612
– stade 3	—	—	—	—	29	29	(29)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	59 014	21 027	13 191	1 449	272	94 953	(233)	94 720
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	62,2 %	22,1 %	13,9 %	1,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	13 623	20 331	8 500	863	61	43 378	(32)	43 346
– stade 1	13 407	20 137	6 785	114	—	40 443	(7)	40 436
– stade 2	216	194	1 715	749	—	2 874	(23)	2 851
– stade 3	—	—	—	—	61	61	(2)	59
Garanties financières ²	1 183	707	245	45	2	2 182	(1)	2 181
– stade 1	1 183	707	203	—	—	2 093	—	2 093
– stade 2	—	—	42	45	—	87	(1)	86
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	14 806	21 038	8 745	908	63	45 560	(33)	45 527
Au 31 décembre 2018	73 820	42 065	21 936	2 357	335	140 513	(266)	140 247

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu des ajustements au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Prêts de gros

Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2019		31 déc. 2018	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	735	(13)	408	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 727	(33)	1 839	(30)
– fabrication	4 912	(23)	4 620	(23)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	289	(1)	562	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	100	–	101	–
– construction	904	(11)	858	(21)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	5 011	(25)	5 567	(35)
– transport et entreposage	2 464	(12)	2 375	(11)
– hébergement et restauration	920	(1)	895	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	1 206	(5)	783	(5)
– immobilier	6 639	(7)	7 292	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 190	(7)	1 060	(7)
– services administratifs et de soutien	1 012	(7)	595	(1)
– éducation	163	–	149	–
– santé et soins	208	–	190	(1)
– arts, divertissements et loisirs	262	–	273	–
– autres services	171	(1)	311	–
– gouvernement	21	–	30	–
– institutions financières non bancaires	997	(1)	1 049	(1)
Total	28 931	(147)	28 957	(145)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie.

Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	26	70	74	170	21	67	99	187
Transferts d'instruments financiers :	4	(5)	1	–	(1)	2	(1)	–
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	–	–	(4)	4	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	5	(5)	–	–	3	(3)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	–	–	–
– transferts hors du stade 3	–	–	–	–	–	1	(1)	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(2)	1	–	(1)	(2)	2	–	–
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	–	–	1	9	–	–	9
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(2)	(2)	16	12	3	(2)	(7)	(6)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	–	–	(1)	(1)	(2)	(6)	–	(8)
Actifs sortis du bilan	–	–	(6)	(6)	–	–	(11)	(11)
Change	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Autres	–	–	1	1	–	–	–	–
Solde à la clôture de la période	27	64	85	176	28	62	80	170
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(3)	(1)	15	11	8	(6)	(7)	(5)
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(3)	(3)	–	–	(1)	(1)
Autres	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(3)	(1)	12	8	8	(6)	(9)	(7)

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Période de neuf mois close le								
	30 sept. 2019				30 sept. 2018				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	29	74	73	176	29	69	165	263	
Transferts d'instruments financiers :	7	(12)	5	—	3	10	(13)	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(4)	4	—	—	(11)	11	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	11	(11)	—	—	15	(15)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(5)	5	—	(1)	(1)	2	—	
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	—	15	(15)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(6)	7	—	1	(10)	6	—	(4)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	4	—	—	4	27	—	—	27	
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(7)	(4)	40	29	(10)	(6)	(13)	(29)	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(1)	(5)	(6)	(11)	(18)	(11)	(40)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(26)	(26)	—	—	(48)	(48)	
Change	—	—	—	—	—	1	—	1	
Autres	—	—	(2)	(2)	—	—	—	—	
Solde à la clôture de la période	27	64	85	176	28	62	80	170	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(9)	2	35	28	(4)	(18)	(24)	(46)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(3)	(3)	—	—	(1)	(1)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(9)	2	32	25	(4)	(18)	(25)	(47)	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Au troisième trimestre, la correction de valeur pour PCA sur les prêts de gros a augmenté de 6 M\$, ou 3,5 %, en raison d'une hausse des pertes de valeur liées à des prêts de stade 3 dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

Dans l'ensemble, la correction de valeur pour PCA sur les prêts de gros est demeurée la même au cours de la période de neuf mois, alors que celle sur les prêts de stade 1 et 2 a reculé de 2 M\$ et de 10 M\$, respectivement, ce qui a été contrebalancé par une hausse de 12 M\$ de celle sur les prêts de stade 3.

Le total de la couverture pour PCA sur les prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 septembre 2019, soit le même pourcentage qu'au 31 décembre 2018. Au cours de la période de neuf mois, cette couverture est demeurée stable en ce qui a trait aux prêts de

stade 1. Quant à celle sur les prêts de stade 2 et 3, elle a reculé, pour se situer respectivement à 1,2 % et à 34 %.

Prêts et avances en souffrance, mais non douteux – nombre total de jours écoulés

	Au	
	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Jusqu'à 29 jours	194	521
De 30 à 59 jours	66	15
De 60 à 89 jours	59	50
Total	319	586

Prêts personnels

Total des prêts personnels à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2019		31 déc. 2018 ¹	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	25 541	(24)	24 625	(17)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 680	(4)	1 710	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	596	(14)	629	(11)
Autres facilités de crédit personnel	666	(4)	818	(5)
Autres facilités de crédit aux PME	427	(1)	155	—
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	60	(7)	75	(8)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	335	(7)	352	(8)
Total	29 305	(61)	28 364	(53)

¹ Certains montants de la période correspondante ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Portefeuille des prêts de détail – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le								
	30 sept. 2019				30 sept. 2018				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	10	32	15	57	11	26	17	54	
Transferts d'instruments financiers :	8	(9)	1	—	3	(4)	1	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	8	(8)	—	—	4	(4)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	(1)	(1)	2	—	
– transferts hors du stade 3	—	1	(1)	—	—	1	(1)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(7)	2	—	(5)	(3)	2	—	(1)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	—	—	—	—	
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	2	9	5	16	—	(2)	4	2	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(2)	(4)	(1)	(1)	—	(2)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)	
Change	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Solde à la clôture de la période	13	33	15	61	10	21	18	49	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(5)	10	3	8	(4)	(1)	4	(1)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(1)	(1)	—	—	(3)	(3)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(5)	10	2	7	(4)	(1)	1	(4)	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Portefeuille des prêts de détail - Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	14	25	16	55	9	22	20	51
Transferts d'instruments financiers :	21	(22)	1	—	13	(12)	(1)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	21	(21)	—	—	13	(13)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(4)	4	—	(1)	(3)	4	—
– transferts hors du stade 3	1	2	(3)	—	2	3	(5)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(17)	5	—	(12)	(10)	6	—	(4)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(5)	28	18	41	(2)	7	12	17
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(3)	(8)	(13)	(2)	(2)	—	(4)
Actifs sortis du bilan	—	—	(12)	(12)	—	—	(13)	(13)
Change	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période	13	33	15	61	10	21	18	49
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(22)	30	10	18	(12)	11	12	11
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(5)	(5)	—	—	(7)	(7)
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(22)	30	5	13	(12)	11	4	3

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Pour ce qui est du portefeuille de prêts de détail, la répartition des expositions en fonction des stades est demeurée stable en 2019. Le total de la correction de valeur pour PCA sur ces prêts a augmenté de 6 M\$ pour la période de neuf mois et de 4 M\$ pour le trimestre du fait essentiellement de perspectives économiques défavorables, ce qui a influé surtout sur les prêts hypothécaires résidentiels.

Pour la période de neuf mois, la banque a constaté une perte de valeur de 18 M\$ en ce qui a trait au portefeuille de prêts de détail, facteur qui a été atténué par des reprises totalisant 5 M\$.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart de ceux-ci sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Répartition selon l'assurance et la région¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 024	7 %	12 953	93 %	13 977	836	100 %
Ouest canadien ⁴	382	25 %	1 128	75 %	1 510	191	100 %
Ontario	1 038	11 %	8 173	89 %	9 211	597	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	288	22 %	1 009	78 %	1 297	88	100 %
Au 30 septembre 2019	2 732	11 %	23 263	89 %	25 995	1 712	100 %

Répartition selon l'assurance et la région¹ (suite)

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoire propre ^{2, 5}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	948	7 %	12 986	93 %	13 934	853	100 %
Ouest canadien ⁴	347	25 %	1 060	75 %	1 407	206	100 %
Ontario	925	11 %	7 457	89 %	8 382	603	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	241	21 %	934	79 %	1 175	91	100 %
Au 31 décembre 2018	2 461	10 %	22 437	90 %	24 898	1 753	100 %

1 La région est établie en fonction de l'adresse de la succursale ayant octroyé le prêt ou la marge.

2 Les marges de crédit sur l'avoire propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

3 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

5 Certains montants de la période correspondante ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans et plus
Au 30 septembre 2019	20,382 %	46,170 %	33,433 %	0,011 %	0,004 %
Au 31 décembre 2018	19,996 %	40,510 %	39,469 %	0,021 %	0,004 %

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoire propre %
Colombie-Britannique	56 %	53 %
Ouest canadien ⁴	68 %	65 %
Ontario	62 %	59 %
Québec et provinces de l'Atlantique	66 %	63 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	61 %	57 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 décembre 2018	59 %	54 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoire propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts de détail à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients

	Notes	Au			
		30 sept. 2019		31 déc. 2018	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises		236	(80)	173	(71)
– agriculture, foresterie et pêches		22	(10)	–	–
– extraction minière et exploitation de carrières	1	50	(19)	42	(13)
– fabrication		23	(10)	18	(10)
– construction		13	(7)	24	(17)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		54	(12)	16	(15)
– transport et entreposage		6	(5)	7	(2)
– hébergement et restauration		1	–	–	–
– édition, audiovisuel et diffusion		15	(4)	16	(4)
– immobilier		7	(3)	7	(2)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		38	(5)	39	(7)
– services administratifs et de soutien		6	(4)	–	–
– autres services		–	–	1	–
– institutions financières non bancaires		1	(1)	3	(1)
Ménages	2	87	(15)	70	(16)
Prêts et avances à des banques		–	–	–	–
Total		323	(95)	243	(87)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts de détail.

Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 135 M\$ au 30 septembre 2019 (180 M\$ au 31 décembre 2018).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du Rapport et états financiers annuels 2018. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Les actifs liquides se sont améliorés de 3,1 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2018, en raison surtout de l'augmentation du financement à court terme ainsi que des dépôts, ce qui a été contrebalancé par une hausse des prêts.

Actif liquides¹

	Au	
	30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Niveau 1	21 619	18 362
Niveau 2a	3 704	4 009
Niveau 2b	166	61
Total	25 489	22 432

1 Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités

sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 30 septembre 2019, la banque respectait ces deux exigences. En avril 2019, le BSIF a procédé aux derniers changements concernant le LCR et les autres mesures de liquidité que prescrit cette ligne directrice. Ces changements entrèrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et ne devraient pas avoir d'incidence importante sur notre capacité à nous conformer aux exigences réglementaires en matière de liquidité.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF appliquera le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les seules banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, son LCR moyen, soit 140 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de grande qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de grande qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Étant passé de 131 % à 140 %, le LCR moyen du trimestre à l'étude a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent en raison surtout du recul des sorties de trésorerie nettes sur le financement de gros.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 sept. 2019	30 juin 2019
Total des actifs liquides de grande qualité ² (M\$)	24 312	24 116
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	17 326	18 364
Ratio de liquidité à court terme (%)	140	131

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de grande qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 11,7 M\$, à la fin de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 a augmenté de 3,3 M\$ sur un an en raison surtout d'une hausse du risque lié aux écarts de crédit des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour la même période, la VaR moyenne, soit 12,8 M\$, s'est accrue de 2,0 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La VaR moyenne des portefeuilles détenus à des fins de transaction a fléchi de 0,1 M\$ pour s'établir à 1,7 M\$, en raison de la diminution du risque de taux d'intérêt associé aux activités de négociation.

Total de la VaR

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	11,7	8,4
Moyenne	12,8	10,8
Minimum	10,1	7,6
Maximum	15,7	16,8

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	11,6	8,4
Moyenne	12,9	10,5
Minimum	10,6	6,7
Maximum	15,5	16,7

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)¹

		Change et marchandises	Taux d'intérêt	Capitaux propres	Écarts de crédit	Diversification des portefeuilles ²	Total ⁴
	Notes	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à septembre 2019							
À la clôture de la période		—	0,8	—	0,8	(0,3)	1,3
Moyenne		—	1,3	—	0,9	(0,5)	1,7
Minimum	3	—	0,7	—	0,3	—	0,8
Maximum	3	0,1	2,0	—	2,5	—	3,2
De janvier à septembre 2018							
À la clôture de la période		—	1,4	—	0,4	(0,3)	1,5
Moyenne		—	1,7	—	0,4	(0,3)	1,8
Minimum	3	—	1,0	—	0,3	—	1,0
Maximum	3	—	3,1	—	0,8	—	3,1

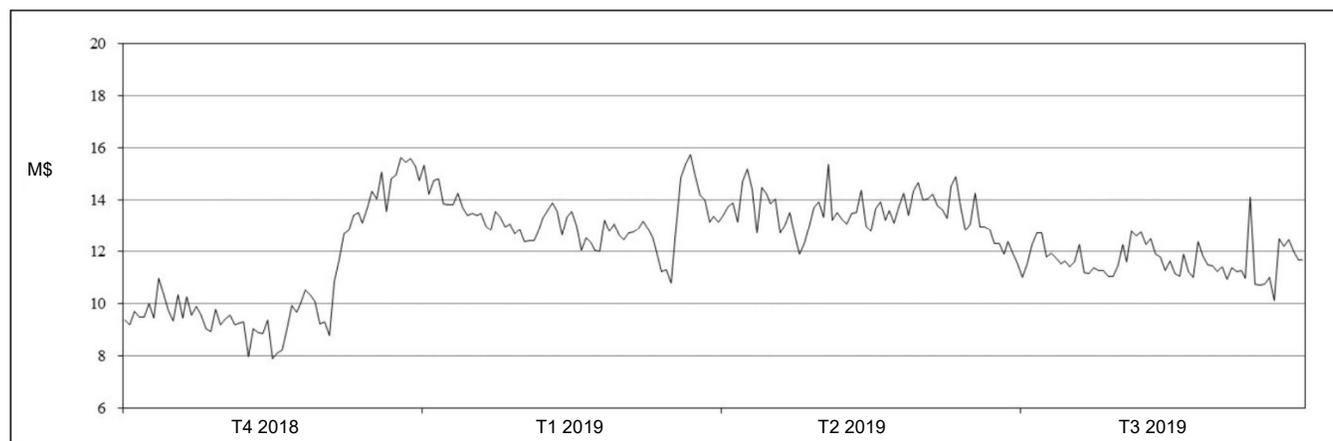
¹ Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.

² La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.

³ Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.

⁴ Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an



Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt

(Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 sept. 2019		30 sept. 2018	
	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$
Hausse de 100 points de base	(217)	128	(253)	101
Baisse de 100 points de base	139	(128)	218	(84)

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Ratios du capital réglementaire

Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	%	%
<i>Notes</i>		
Ratios du capital réglementaire réels ¹		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1	11,2	11,3
– ratio du capital de catégorie 1	13,8	13,4
– ratio du capital total	16,3	16,0
– ratio de levier	4,7	4,6
Exigences en matière de capital réglementaire ²		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal	7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal	8,5	8,5
– ratio du capital total minimal	10,5	10,5

¹ Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

² Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

	Notes	30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 999	4 733
Ajustements réglementaires		(283)	(202)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1		4 716	4 531
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	850
Capital de catégorie 1		5 816	5 381
Capital de catégorie 2	2	1 045	1 044
Total du capital		6 861	6 425
Actifs pondérés en fonction des risques utilisés dans le calcul	3, 4		
– des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		42 116	40 142
– du capital de catégorie 1		42 116	40 142
– du total du capital		42 116	40 142

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.
- 3 Avec prise d'effet en janvier 2014, le BSIF a permis aux banques canadiennes d'adopter progressivement et sur une période de cinq ans qui a pris fin en décembre 2018 la norme de fonds propres en regard du risque de l'ajustement de la valeur du crédit (« l'AVC ») prescrite par Bâle III. En date de janvier 2019, les facteurs scalaires de l'AVC avaient été entièrement intégrés pour chaque catégorie de capital, faisant en sorte que toutes ces catégories avaient la même valeur pour ce qui est des actifs pondérés en fonction des risques. En 2018, les facteurs scalaires utilisés pour tenir compte de cet ajustement eu égard aux actifs pondérés en fonction des risques et relatifs aux capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au capital de catégorie 1 et au capital total avaient été de 80 %, 83 % et 86 %, respectivement.
- 4 En janvier 2018, le BSIF a fait part de sa décision d'actualiser le plancher de fonds propres en vigueur pour les institutions qui utilisent une approche avancée à l'égard du risque de crédit et du risque opérationnel. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, le plancher de fonds propres était établi selon l'approche standard aux termes de Bâle II, et son coefficient de rajustement a été intégré sur trois trimestres. Ce coefficient était de 70 % au deuxième trimestre de 2018, puis il a augmenté à 72,5 % au troisième trimestre de 2018 et à 75 % au quatrième trimestre de 2018.

Réformes de Bâle III et leur mise en œuvre au Canada

En juillet 2019, le BSIF a annoncé que l'approche standard révisée de Bâle III aux fins du calcul des fonds propres requis au titre du risque opérationnel sera en vigueur à compter du premier trimestre de 2021. Cette nouvelle approche exigera l'utilisation de données sur les pertes internes dans le cadre de ce calcul. Le BSIF a également publié un document de travail intitulé *Promouvoir la proportionnalité : Adapter les normes de fonds propres et de liquidité aux petites et moyennes institutions de dépôts*, lequel s'applique surtout aux banques de plus petite taille. Nous devons en évaluer les conséquences à la lumière de la teneur finale des exigences.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Période de neuf mois close le			Exercice clos le		
		30 sept. 2019			31 déc. 2018		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1	0,60160	498 668	1 225	1,62433	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	2						
– série G		0,75000	20 000	500	1,00000	20 000	500
– série I		0,86250	14 000	350	1,23250	14 000	350
– série K	3	—	10 000	250	—	—	—

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.
- 3 Les actions privilégiées de catégorie 1, série K ont été émises le 27 septembre 2019 et aucun dividende n'a été déclaré sur celles-ci au troisième trimestre de 2019.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2019

Au cours du troisième trimestre de 2019, la banque a déclaré un deuxième dividende intermédiaire d'un montant de 80 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 ainsi que des dividendes trimestriels réguliers de 9 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 pour le troisième trimestre de 2019.

Dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2019

Le 25 octobre 2019, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2019, des dividendes trimestriels réguliers sur ses actions privilégiées de catégorie 1, série G et série I. Un dividende initial de 4 M\$ a été déclaré sur ses actions privilégiées de catégorie 1, série K. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2019 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2019.

Le 25 octobre 2019, la banque a également déclaré un troisième dividende intermédiaire de 130 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2019. Ce dividende sera versé au plus tard le 31 décembre 2019 à l'actionnaire inscrit le 25 octobre 2019.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2019 et le troisième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2019 ont été déclarés après le 30 septembre 2019, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	38	6 Dérivés	48
État consolidé du résultat global	39	7 Placements financiers	49
Bilan consolidé	40	8 Autres actifs	49
Tableau consolidé des flux de trésorerie	41	9 Passifs détenus à des fins de transaction	50
État consolidé des variations des capitaux propres	42	10 Titres de créance émis	50
Notes annexes		11 Autres passifs	50
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	43	12 Juste valeur des instruments financiers	51
2 Produits de commissions nets	45	13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie	52
3 Rémunération et avantages du personnel	46	14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	53
4 Analyse sectorielle	47	15 Événement important en 2019	53
5 Actifs détenus à des fins de transaction	48	16 Événements postérieurs à la date de clôture	53

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		313	332	955	957
– produits d'intérêts		712	631	2 095	1 747
– charges d'intérêts		(399)	(299)	(1 140)	(790)
Produits de commissions nets	2	168	175	498	509
– produits de commissions		197	195	575	573
– charges de commissions		(29)	(20)	(77)	(64)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		36	35	117	110
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		10	18	28	45
Produits de dividendes		–	1	–	1
Autres produits d'exploitation		7	27	26	77
Total du résultat d'exploitation		534	588	1 624	1 699
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(17)	7	(45)	46
Résultat d'exploitation net		517	595	1 579	1 745
Rémunération et avantages du personnel	3	(169)	(179)	(514)	(539)
Charges générales et administratives		(117)	(131)	(389)	(401)
Amortissement des immobilisations corporelles		(18)	(8)	(53)	(24)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(7)	(6)	(20)	(12)
Total des charges d'exploitation		(311)	(324)	(976)	(976)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		206	271	603	769
Charge d'impôt sur le résultat		(56)	(73)	(165)	(208)
Bénéfice de la période		150	198	438	561
Attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		141	189	411	533
– au détenteur d'actions privilégiées		9	9	27	28
Bénéfice de la période		150	198	438	561
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		498 668	498 668	498 668	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,28 \$	0,38 \$	0,82 \$	1,07 \$

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	150	198	438	561
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2	(39)	99	(94)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	12	(35)	163	(83)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(10)	(18)	(28)	(45)
– impôt sur le résultat	–	14	(36)	34
Couvertures de flux de trésorerie	(9)	(19)	54	(23)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	(10)	69	126	(33)
– (profits)/pertes sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(2)	(95)	(52)	1
– impôt sur le résultat	3	7	(20)	9
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	(1)	9	(12)	31
– avant l'impôt sur le résultat	(3)	12	(18)	42
– impôt sur le résultat	2	(3)	6	(11)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(1)	(1)	(1)
– perte sur la juste valeur	(1)	(1)	(1)	(1)
– impôt sur le résultat	–	–	–	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(9)	(50)	140	(87)
Résultat global total pour la période	141	148	578	474
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	132	139	551	446
– au détenteur d'actions privilégiées	9	9	27	28
Résultat global total pour la période	141	148	578	474

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		69	78
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		12	8
Actifs détenus à des fins de transaction	5	6 030	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		5	4
Dérivés	6	3 573	4 469
Prêts et avances à des banques		1 097	1 221
Prêts et avances à des clients		58 028	57 123
Prises en pension à des fins autres que de transaction		7 615	5 860
Placements financiers	7	25 702	24 054
Autres actifs	8	2 456	2 200
Paiements anticipés et produits à recevoir		332	234
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 118	3 932
Actifs d'impôt exigible		33	51
Immobilisations corporelles		339	101
Goodwill et immobilisations incorporelles		145	121
Actifs d'impôt différé		75	75
Total de l'actif		111 629	103 406
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 074	1 148
Comptes des clients		61 397	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction		9 041	8 224
Effets en transit vers d'autres banques		300	252
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 332	2 164
Dérivés	6	4 012	4 565
Titres de créance émis	10	15 247	13 863
Autres passifs	11	2 993	1 891
Acceptations		6 130	3 937
Charges à payer et produits différés		561	574
Passifs au titre des prestations de retraite		269	270
Créances subordonnées		1 039	1 039
Provisions		42	41
Passifs d'impôt exigible		92	43
Passifs d'impôt différé		1	—
Total du passif		105 530	97 823
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 225	1 225
Actions privilégiées		1 100	850
Autres réserves		41	(111)
Résultats non distribués		3 733	3 619
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 099	5 583
Total du passif et des capitaux propres		111 629	103 406

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Note	Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2019	30 sept. 2018
		M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		603	769
Ajustements pour :			
– éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt	13	139	13
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
– variation des actifs d'exploitation	13	(5 528)	(8 735)
– variation des passifs d'exploitation	13	6 750	10 261
– impôt payé		(165)	(176)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		1 799	2 132
Achat de placements financiers		(9 529)	(9 200)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers		8 015	7 997
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(83)	(45)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		–	1
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(1 597)	(1 247)
Rachat d'actions privilégiées		–	(350)
Dividendes versés à l'actionnaire		(327)	(759)
Émission d'actions privilégiées		250	–
Remboursements de capital sur les contrats de location		(32)	s. o.
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(109)	(1 109)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		93	(224)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 333	1 880
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	13	1 426	1 656
Intérêts			
Intérêts payés		(1 095)	(769)
Intérêts reçus		2 014	1 618

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé des variations des capitaux propres

	Note	Autres réserves					Total des capitaux propres
		Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janv. 2019		2 075	3 619	(93)	(18)	(111)	5 583
Bénéfice de la période		—	438	—	—	—	438
Autres éléments du résultat global, après impôt		—	(12)	98	54	152	140
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		—	—	99	—	99	99
– instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		—	—	(1)	—	(1)	(1)
– couvertures de flux de trésorerie		—	—	—	54	54	54
– réévaluations de régimes à prestations définies		—	(12)	—	—	—	(12)
Résultat global total pour la période		—	426	98	54	152	578
Apport réputé	15	—	13	—	—	—	13
Dividendes sur les actions ordinaires		—	(300)	—	—	—	(300)
Dividendes sur les actions privilégiées		—	(27)	—	—	—	(27)
Émission d'actions privilégiées		250	—	—	—	—	250
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel		—	2	—	—	—	2
Au 30 sept. 2019		2 325	3 733	5	36	41	6 099

	Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Autres réserves				Total des capitaux propres
			Réserve pour actifs disponibles à la vente à la juste valeur ²	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG ²	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1 ^{er} janv. 2018	2 075	3 696	(12)	s. o.	(49)	(61)	5 710
Variations découlant de l'application initiale d'IFRS 9	—	11	12	(12)	—	—	11
Solde retraité au 1 ^{er} janv. 2018 en vertu d'IFRS 9	2 075	3 707	—	(12)	(49)	(61)	5 721
Bénéfice de la période	—	561	s. o.	—	—	—	561
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	31	s. o.	(95)	(23)	(118)	(87)
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	s. o.	(94)	—	(94)	(94)
– instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	s. o.	(1)	—	(1)	(1)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	s. o.	—	(23)	(23)	(23)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	31	s. o.	—	—	—	31
Résultat global total pour la période	—	592	s. o.	(95)	(23)	(118)	474
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(740)	s. o.	—	—	—	(740)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(28)	s. o.	—	—	—	(28)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	(1)	s. o.	—	—	—	(1)
Au 30 sept. 2018	2 075	3 530	s. o.	(107)	(72)	(179)	5 426

1 Le capital-actions se compose de 1 225 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées (1 225 M\$ en actions ordinaires et 850 M\$ en actions privilégiées au 30 septembre 2018).

2 Le 1^{er} janvier 2018, la réserve pour actifs disponibles à la vente à la juste valeur a été transférée à la réserve pour actifs financiers à la JVAERG en raison de l'application initiale d'IFRS 9.

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2018. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019

La banque a adopté les dispositions d'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 ») en date du 1^{er} janvier 2019. Par suite de l'adoption de cette norme, la banque a comptabilisé au bilan un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante. Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16, la banque a appliqué la norme selon une approche rétrospective modifiée aux termes de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme, le cas échéant, est comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués et les chiffres correspondants ne sont pas retraités. L'adoption d'IFRS 16 par la banque n'a eu aucune répercussion sur les résultats non distribués étant donné que, suivant les dispositions transitoires prévues par IFRS 16, la banque a évalué l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative comptabilisé au moment de la transition. Les répercussions sur l'actif et le passif sont présentées au paragraphe h) ci-après.

c) Changements comptables à venir

En septembre 2019, l'IASB a publié *Réforme des taux d'intérêt de référence*, qui modifie IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, et qui prendra effet pour les exercices qui ouvriront à compter du 1^{er} janvier 2020. Une application anticipée est permise. Les modifications ont été apportées à la suite du remplacement des taux d'intérêt de référence des prêts interbancaires par les taux de remplacement sans risque dans plusieurs territoires. Elles offrent un allègement temporaire de certaines dispositions de la comptabilité de couverture pour les relations de couverture liées aux taux interbancaires offerts. La banque évalue les répercussions éventuelles de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Les autres changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2018, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont commencé à être appliqués le 1^{er} janvier 2019.

d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certains montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour les périodes à l'étude.

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53, les sections « Arrangements hors bilan » à la page 19, « Transactions avec des parties liées » à la page 20, « Capital » à la page 35, « Actions en circulation et dividendes » à la page 36 et les informations suivantes présentées dans la section « Risques » figurant aux pages 20 à 35, font partie intégrante des présents états financiers consolidés : « Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences en matière de dépréciation d'IFRS 9 », « Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA », « Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières », « Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers », « Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients, au coût amorti », « Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Prêts et avances en souffrance, mais non douteux – nombre total de jours écoulés », « Total des prêts personnels – Prêts et avances à des clients au coût amorti », « Portefeuille de prêts de détail – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Prêts et avances douteux à des banques et à des clients », « Prêts renégociés », « Valeur à risque » et « Sensibilité du portefeuille non détenu à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt ».

e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et au jugement concernant des événements futurs. En raison des incertitudes et de la large part de subjectivité inhérentes à la comptabilisation et à l'évaluation des éléments énumérés ci-après, les résultats constatés dans les périodes de présentation de l'information à venir pourraient ne pas correspondre aux hypothèses retenues par la direction pour produire ses estimations. Ainsi, les estimations et jugements pourraient différer considérablement des estimations et jugements retenus par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. La liste des méthodes comptables de la banque qui, de l'avis de la direction, font appel aux estimations et jugements critiques est présentée ci-après et analysée à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion qui figure dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque. La liste rend compte de l'importance relative des éléments auxquels s'appliquent les méthodes et de la grande part de jugement qui est nécessaire ainsi que de l'incertitude relative aux estimations.

- Pertes de crédit attendues
- Comptabilité de couverture
- Évaluation des instruments financiers
- Impôt sur le résultat et actifs d'impôt différé
- Obligations au titre des prestations définies

f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 septembre 2019. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2018, qui sont présentés dans son Rapport et états financiers annuels 2018.

g) Principales méthodes comptables

Exception faite de ce qui est indiqué au paragraphe b) ci-devant et des informations supplémentaires fournies au paragraphe i) ci-après, les états financiers consolidés ont été établis au moyen des mêmes méthodes comptables que celles ayant servi à préparer les états financiers consolidés annuels audités de 2018. La banque a adopté IFRS 16 *Contrats de location* en date du 1^{er} janvier 2019. Le paragraphe h) ci-après décrit la méthode comptable que suit la banque pour comptabiliser ses contrats de location aux termes d'IFRS 16. De plus, les méthodes indiquées au paragraphe h) ont remplacé la méthode précédente servant à comptabiliser les contrats de location qui est énoncée à la note 2 m) du Rapport et états annuels 2018 de la banque, pour la période considérée qui s'est close le 30 septembre 2019.

h) Contrats de location

Les ententes qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie sont classées comme étant des contrats de location. À titre de preneur, la banque inscrit un actif au titre du droit d'utilisation dans le poste « Immobilisations corporelles » et le passif correspondant, dans le poste « Autres passifs ». L'actif sera amorti sur la durée du contrat de location et l'obligation locative sera évaluée selon une méthodologie similaire à celle du coût amorti. La comptabilisation initiale de l'obligation locative se fait en fonction de sa valeur nette actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location est considérée comme étant la période pendant laquelle le contrat de location est non résiliable, à laquelle s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable d'exercer et les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable de ne pas exercer de manière anticipée. Pour déterminer la durée du contrat de location, la banque doit tenir compte de tous les faits et circonstances pertinents faisant qu'elle a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation de manière anticipée. L'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé initialement au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des avantages incitatifs à la location reçus.

La charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation est comprise dans le poste « Amortissement des immobilisations corporelles ». Les intérêts sur l'obligation locative sont compris dans le poste « Charges d'intérêts ». En ce qui a trait à la comptabilisation d'actifs au titre du droit d'utilisation et des passifs correspondants, la banque a appliqué les mesures de simplification prévues par IFRS 16 lui permettant d'exclure les paiements de loyers liés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers associés à ces contrats sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

En ce qui a trait au bailleur, les contrats de location qui transfèrent la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme étant des contrats de location-financement. La banque inscrit la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à recevoir aux termes de contrats de location-financement et la valeur résiduelle lui revenant au poste « Prêts et avances à des banques » ou au poste « Prêts et avances à des clients ». Tous les autres contrats sont classés comme étant des contrats de location simple. La banque présente les actifs faisant l'objet d'un contrat de location simple dans les immobilisations corporelles. Des pertes de valeur sont comptabilisées si les valeurs comptables ne sont pas entièrement recouvrables. Les produits financiers liés à un contrat de location-financement sont inscrits dans le poste « Produits d'intérêts nets » sur la durée du contrat afin de refléter un taux de rendement constant. Les loyers à recevoir aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location et sont inscrits au poste « Autres produits d'exploitation ».

Transition à IFRS 16

La banque a calculé la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à l'aide de son taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019. Un taux moyen pondéré de 3,8 % est appliqué. Les actifs au titre du droit d'utilisation ont été comptabilisés au montant de l'obligation locative, ajusté en fonction du montant de tout passif résiduel lié aux avantages incitatifs reçus du bailleur comptabilisé dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

Lors de la transition à IFRS 16, la banque a comptabilisé d'autres actifs au titre du droit d'utilisation, s'élevant dans ce cas-ci à 269 M\$, et d'autres obligations locatives, s'élevant dans ce cas-ci à 274 M\$.

	M\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018	277
Exemption relative à la comptabilisation :	(109)
- des contrats de location à court terme	(5)
- des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(9)
- des contrats de location dont la date de début se situe après le 1 ^{er} janv. 2019	(95)
Incidence de l'actualisation des engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018 calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} janv. 2019	(14)
Options de prolongation et de résiliation que la banque a la certitude raisonnable d'exercer	120
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janv. 2019	274

Les actifs au titre du droit d'utilisation qui ont été comptabilisés se rapportent à la location d'immeubles servant à abriter nos succursales et nos bureaux.

L'incidence de la dotation aux amortissements et de la charge d'intérêts se rapportant aux actifs au titre du droit d'utilisation et aux obligations locatives est comptabilisée dans l'état du résultat net à compter du 1^{er} janvier 2019. Les chiffres des périodes correspondantes de 2018 n'ont pas été retraités.

Au 30 septembre 2019, les actifs au titre du droit d'utilisation se sont élevés à 252 M\$ et les obligations locatives se sont élevées à 260 M\$. La dotation aux amortissements globale que la banque a comptabilisée pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 comprend une tranche de 29 M\$ qui se rapporte aux actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'est élevée à 7 M\$.

La banque a choisi de se prévaloir de la disposition d'IFRS 16 selon laquelle elle n'est pas tenue de réapprécier si un contrat constitue ou comprend un contrat de location à la date d'application initiale d'IFRS 16. Au lieu de procéder à une réappréciation, la banque a appliqué IFRS 16 uniquement aux contrats qu'elle avait antérieurement identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 *Contrats de location* et d'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*. De plus, la banque a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, à savoir :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation des contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant le 1^{er} janvier 2019 comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme et la comptabilisation des paiements de loyers comme s'il s'agissait d'une charge comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée restante du contrat de location.

i) Regroupements d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun

Les regroupements d'entreprises entre la banque et d'autres entités sous contrôle commun de HSBC Holdings plc sont comptabilisés selon les méthodes de l'entité préexistante. Les actifs et les passifs sont transférés à leur valeur comptable actuelle et l'écart entre la valeur comptable des actifs nets transférés et la contrepartie reçue est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	10	1	3	14	10	1	3	14
Produits de courtage	—	—	2	2	—	—	2	2
Cartes	5	—	12	17	4	—	12	16
Facilités de crédit	62	18	—	80	55	18	—	73
Fonds sous gestion	—	—	49	49	—	—	49	49
Importations/exportations	2	1	—	3	3	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	1	1
Autres	6	6	2	14	4	7	2	13
Services de paiement	6	2	1	9	5	2	1	8
Prise ferme	1	7	—	8	—	16	—	16
Produits de commissions	92	35	70	197	81	44	70	195
Moins les charges de commissions	(5)	(5)	(19)	(29)	(2)	(2)	(16)	(20)
Produits de commissions nets	87	30	51	168	79	42	54	175

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2019				30 sept. 2018			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	31	5	11	47	31	5	12	48
Produits de courtage	—	—	6	6	—	—	7	7
Cartes	15	—	33	48	13	—	32	45
Facilités de crédit	177	50	—	227	159	55	—	214
Fonds sous gestion	—	—	143	143	—	—	144	144
Importations/exportations	8	1	—	9	8	—	—	8
Commissions d'agence d'assurance	—	—	4	4	—	—	4	4
Autres	19	13	5	37	15	17	6	38
Services de paiement	17	6	3	26	16	6	3	25
Prise ferme	2	26	—	28	1	39	—	40
Produits de commissions	269	101	205	575	243	122	208	573
Moins les charges de commissions	(13)	(9)	(55)	(77)	(10)	(5)	(49)	(64)
Produits de commissions nets	256	92	150	498	233	117	159	509

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019 M\$	30 sept. 2018 M\$	30 sept. 2019 M\$	30 sept. 2018 M\$
Régimes à prestations définies	5	8	16	23
– régimes de retraite	3	5	11	14
– régimes autres que de retraite	2	3	5	9
Régimes de retraite à cotisations définies	10	10	29	31
Total	15	18	45	54

4 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité : trois secteurs d'activité mondiaux et un centre général. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de formules appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les montants affectés au centre général.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	30 sept. 2019					30 sept. 2018				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	154	27	128	4	313	150	30	129	23	332
Produits de commissions nets	87	30	51	—	168	79	42	54	—	175
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	8	18	8	2	36	9	21	7	(2)	35
Autres produits	1	—	3	13	17	4	—	3	39	46
Total du résultat d'exploitation	250	75	190	19	534	242	93	193	60	588
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(8)	(2)	(7)	—	(17)	3	—	4	—	7
Résultat d'exploitation net	242	73	183	19	517	245	93	197	60	595
– externe	262	70	151	34	517	258	88	190	59	595
– intersectoriel	(20)	3	32	(15)	—	(13)	5	7	1	—
Total des charges d'exploitation	(101)	(42)	(168)	—	(311)	(104)	(39)	(158)	(23)	(324)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	141	31	15	19	206	141	54	39	37	271

	Période de neuf mois close le									
	30 sept. 2019					30 sept. 2018				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	456	77	385	37	955	434	79	363	81	957
Produits de commissions nets	256	92	150	—	498	233	117	159	—	509
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	25	64	23	5	117	26	60	21	3	110
Autres produits	2	1	9	42	54	14	1	9	99	123
Total du résultat d'exploitation	739	234	567	84	1 624	707	257	552	183	1 699
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(20)	(11)	(14)	—	(45)	50	(1)	(3)	—	46
Résultat d'exploitation net	719	223	553	84	1 579	757	256	549	183	1 745
– externe	777	221	473	108	1 579	776	247	535	187	1 745
– intersectoriel	(58)	2	80	(24)	—	(19)	9	14	(4)	—
Total des charges d'exploitation	(305)	(122)	(520)	(29)	(976)	(309)	(116)	(488)	(63)	(976)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	414	101	33	55	603	448	140	61	120	769

Notes annexes (non audité)

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Centre général M\$	Total M\$
Au 30 sept. 2019					
Prêts et avances à des clients	24 976	3 953	29 099	—	58 028
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 411	1 695	12	—	6 118
Total de l'actif externe	29 603	20 987	36 468	24 571	111 629
Comptes des clients	20 210	4 959	33 695	2 533	61 397
Acceptations	4 430	1 700	—	—	6 130
Total du passif externe	26 193	19 427	35 595	24 315	105 530
Au 31 déc. 2018					
Prêts et avances à des clients	24 768	4 232	28 123	—	57 123
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 418	1 500	14	—	3 932
Total de l'actif externe	26 910	19 524	33 672	23 300	103 406
Comptes des clients	20 614	6 156	30 411	2 631	59 812
Acceptations	2 394	1 543	—	—	3 937
Total du passif externe	23 830	18 158	32 593	23 242	97 823

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	4 880	3 034
– autres titres de créance		511	451
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		639	390
À la clôture de la période		6 030	3 875
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 911	1 764
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		4 119	2 111
À la clôture de la période		6 030	3 875

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du Rapport et états financiers annuels 2018 de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	125 378	958	1 260	—	1 260	1 234	84	1 318
Contrats sur taux d'intérêt	421 860	29 918	2 212	101	2 313	2 246	448	2 694
Contrats sur marchandises	19	—	—	—	—	—	—	—
Au 30 sept. 2019	547 257	30 876	3 472	101	3 573	3 480	532	4 012
Contrats de change	136 521	1 757	2 566	12	2 578	2 535	144	2 679
Contrats sur taux d'intérêt	316 992	21 205	1 758	125	1 883	1 704	174	1 878
Contrats sur marchandises	55	—	8	—	8	8	—	8
Au 31 déc. 2018	453 568	22 962	4 332	137	4 469	4 247	318	4 565

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2019			31 déc. 2018		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	18 039	27	419	14 241	90	112
Total	18 039	27	419	14 241	90	112

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2019			31 déc. 2018		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	958	—	84	1 757	12	144
Risque de taux d'intérêt	11 879	74	29	6 964	35	62
Total	12 837	74	113	8 721	47	206

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance		25 693	24 033
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	17 650	17 545
– obligations de gouvernements étrangers	1	3 072	2 800
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 586	3 399
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 385	289
Titres de capitaux propres		9	21
À la clôture de la période		25 702	24 054
Placements financiers		25 702	24 054
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		21 875	20 409
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		3 827	3 645

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	30 sept. 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	706	434
Participations dans des entreprises associées	5	2
Sommes à recevoir des clients, des courtiers et des chambres de compensation	68	98
Comptes de règlement	649	464
Garantie en trésorerie	1 013	1 195
Autres	15	7
À la clôture de la période	2 456	2 200

Notes annexes (non audité)

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	3 332	2 164
À la clôture de la période	3 332	2 164

10 Titres de créance émis

	Au	
	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	11 096	12 196
Obligations sécurisées	2 310	1 018
Instruments du marché monétaire	1 841	649
À la clôture de la période	15 247	13 863

Durée résiduelle

	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Moins de un an	4 621	2 749
De 1 an à 5 ans	10 502	10 795
De 5 à 10 ans	124	319
À la clôture de la période	15 247	13 863

11 Autres passifs

	Au	
	30 sept. 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	1 641	1 572
Obligations locatives	260	s. o.
Créditeurs	305	60
Comptes de règlement	626	33
Garantie en trésorerie	128	159
Autres	21	50
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	12	17
À la clôture de la période	2 993	1 891

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 septembre 2019 sont les mêmes que ceux appliqués dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

Instrument financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 sept. 2019				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	5 951	79	—	6 030
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	5	—	5
Dérivés	—	3 565	8	3 573
Placements financiers	25 537	165	—	25 702
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 320	12	—	3 332
Dérivés	—	4 004	8	4 012
Au 31 déc. 2018				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 719	156	—	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	4	—	4
Dérivés	—	4 464	5	4 469
Placements financiers	23 726	328	—	24 054
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 152	12	—	2 164
Dérivés	—	4 560	5	4 565

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Trimestre clos le 30 sept. 2019			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	9	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	8	305	3

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

Notes annexes (non audité)

Variation des instruments financiers de niveau 3

	Actifs		Passifs	
	Dérivés M\$	Détenus à des fins de transaction M\$	Dérivés M\$	Détenus à des fins de transaction M\$
Au 1 ^{er} janv. 2019	5	—	5	—
Total des profits ou pertes comptabilisés dans le résultat net	3	—	3	—
Achats	2	—	2	—
Règlements	(2)	—	(2)	—
Au 30 sept. 2019	8	—	8	—
Profits ou pertes latents comptabilisés en résultat net et liés aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	3	—	3	—
Au 1 ^{er} janv. 2018	1	1	1	1
Achats	6	—	6	—
Règlements	(1)	(1)	(1)	(1)
Nouvelles émissions	—	—	6	—
Au 30 sept. 2018	6	—	6	—
Profits ou pertes latents comptabilisés en résultat net et liés aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	—	—	—	—

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 110 et 111 du Rapport et états financiers annuels 2018.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 sept. 2019		31 déc. 2018	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	58 028	58 041	57 123	56 891
Passif					
Comptes des clients		61 397	61 880	59 812	60 119
Titres de créances émis		15 247	15 389	13 863	13 829
Créances subordonnées		1 039	1 030	1 039	1 016

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 54 090 M\$ et juste valeur de 54 102 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie

Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2019 M\$	30 sept. 2018 M\$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	73	36
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	10	9
Variation des pertes de crédit attendues	45	(46)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	11	14
Total	139	13

Variation des actifs d'exploitation

Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(98)	(83)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(596)	(923)
Variation des prêts et avances à des clients	(950)	(3 763)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(1 459)	(1 656)
Variation des autres actifs	(2 425)	(2 310)
Total	(5 528)	(8 735)

Variation des passifs d'exploitation

Variation des charges à payer et des produits différés	(13)	(21)
Variation des dépôts effectués par des banques	(74)	(359)
Variation des comptes des clients	1 585	936
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	817	4 189
Variation des titres de créance émis	1 384	2 525
Variation des autres passifs	3 051	2 991
Total	6 750	10 261

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au	
	30 sept. 2019	30 sept. 2018
	M\$	M\$
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	69	69
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques, montant net	(288)	(190)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 097	1 348
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	523	370
Bons du Trésor et certificats de dépôt – échéance initiale de trois mois ou moins	25	59
Total	1 426	1 656

14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

15 Événement important en 2019

Le 1^{er} janvier 2019, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited (« ServCo »), afin de répondre aux exigences mondiales en matière de recouvrement et de résolution qui assurent la continuité des principaux services partagés et qui facilitent les mesures de recouvrement. Le transfert de personnel, de systèmes et d'autres actifs connexes n'a pas d'incidence significative sur l'ensemble des résultats financiers, la situation financière ni les activités de la banque.

La mise en place de ServCo n'avait pas pour but de bénéficier d'avantages économiques résultant des modifications apportées aux activités, mais correspond plutôt à un réarrangement de l'organisation des activités au sein des entités juridiques qui sont soumises au contrôle commun de HSBC Holdings plc qui agit en sa qualité d'actionnaire ultime afin d'être en conformité à la réglementation pertinente.

La contrepartie reçue dans le cadre de la transaction correspondait à un placement de 4 M\$ qui a par la suite été remboursé en trésorerie le 27 juin 2019.

La différence entre l'actif net retiré et la contrepartie reçue est comptabilisée dans les capitaux propres à titre d'apport réputé de 13 M\$ de l'actionnaire ultime.

16 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a eu aucun événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2019.

Le 25 octobre 2019, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
416-868-8282
Français :
416-868-8282
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Désignation de dividendes déterminés :

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), et de toute loi provinciale similaire, la Banque HSBC Canada confirme que tous les dividendes versés à des résidents canadiens en 2006 et au cours des années subséquentes sont déterminés, sauf indication contraire.

Autres ressources HSBC

HSBC Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca